

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2376

4 septembre 2014

SOMMAIRE

03 Retail S.à r.l.	114023	Lemo SA	114005
Bamsebo S.à r.l.	114007	Leta Holding S.A.	114005
Bertelsmann Digital Media Investments S.A.	114006	Lombard Odier Investment Managers Pri- vate Equity Investments	114005
BlueBay European Distressed Opportuni- ties Investments (Luxembourg) S.à r.l.	114008	Losad Participation S.A.	114005
Bouvier	114009	LUKSS I Holdings S.à r.l.	114016
BPA Acquisition Luxco S.à r.l.	114009	LuxRise Fund S.A., SICAV-SIF	114004
Bristol Capital S.A.	114008	Marnatmaj Holding S.A.	114012
Broadcasting Center Europe S.A.	114008	Mc. Innovation S.à r.l.	114009
CAIVS S.C.A. SICAR	114007	MGT Holdings S.à r.l.	114012
Credit Suisse Atlas I Investments (Luxem- bourg) S.à r.l.	114006	MIB MP Leipzig	114012
Dundead (International) 11 S.à r.l.	114007	Milestone Investisseurs GP S.à r.l.	114009
Eastspring Investments SICAV-FIS	114048	Naias Holding Co S.A.	114011
ENA S.à r.l.	114013	Naropère S.à r.l.	114010
Greenfinch Global Invest Fund, S.C.A., SI- CAV-FIS	114029	Neo Holding S.A.	114006
IT Investments S.à r.l.	114003	Neo Holding S.A.	114016
JLIF Luxco 1 S.à r.l.	114002	Netxistenz Sàrl	114006
JLIF Luxco 2 S.à r.l.	114002	Next Step Architecture et Urbanisme, S.à r.l.	114011
Jober S.à r.l.	114003	Noosphere S.à r.l.	114015
JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l.	114002	Odebrecht Latin Finance S.à r.l.	114010
Juno Properties S.à r.l.	114003	OLFI Lux Intermediate Holdings S.à r.l.	114045
KFA Holdings Luxco S.à r.l.	114004	OpenGate Capital Group Europe S.à r.l.	114010
Kinglet Luxembourg S.à r.l.	114004	Partners Group Search S.A.	114048
K&L Investments S.A.	114003	Pratzen S.A.	114016
		Pyrrhon S.C.	114046

JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.900.

—
Veuillez noter, par la présente, que Monsieur Gilbert Dunlop, Délégué à la Gestion Journalière, a changé d'adresse.

A compter de ce jour, son adresse est:

60 Victoria Embankment,

EC4Y 0JP London

United Kingdom

Certifié conforme

Pour le Conseil de Gérance

Delphine Muriel

Référence de publication: 2014092143/16.

(140109315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

JLIF Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.696.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 4 juin 2014

En date du 4 juin 2014, l'associé unique a pris connaissance de la démission de Johanna Van Oort, gérant de catégorie B, avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a décidé de nommer Richard Brekelmans né le 12 septembre 1960 à Amsterdam aux Pays-Bas, résidant au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B et ce, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014092140/18.

(140109920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

JLIF Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.697.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 4 juin 2014

En date du 4 juin 2014, l'associé unique a pris connaissance de la démission de Johanna Van Oort, gérant de catégorie B, avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a décidé de nommer Richard Brekelmans né le 12 septembre 1960 à Amsterdam aux Pays-Bas, résidant au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B et ce, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Veuillez également prendre en considération le changement d'adresse de l'associé unique au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et ce, avec effet au 22 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014092141/20.

(140109925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Jobber S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 163.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014092142/9.

(140109102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

IT Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 70.476.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014092130/9.

(140109138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Juno Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.
R.C.S. Luxembourg B 133.592.

RECTIFICATIF

Modification et remplacement du dépôt L14Q1Q1778 du 19/06/2014:

Dans le dépôt fait auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg le 19/06/2014 sous le numéro de dépôt initial L14Q1Q1778, il convient de lire M. Eric Russell en lieu et place de M. Eric Russel.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 juin 2014.

Référence de publication: 2014092136/14.

(140109482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

K&L Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 172.718.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée générale ordinaire tenue en date du 11 juin 2014 que les mandats suivants ont été renouvelés jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014:

- Monsieur Massimo LONGONI, résidant au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen L-2526 Luxembourg, administrateur de classe B
- Monsieur Judaël MOUGUENGUY, résidant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg, administrateur de classe B
- Monsieur Chaouki BEKRAR, résidant professionnellement au 10, rue Marcellin Albert F-34670 Baillargues, administrateur de classe A
- Monsieur Abdellah BEKRAR, résidant Cité du 20 août 1955, bâtiment Résidence Bel Azur, DZ-25000 Constantine, administrateur de classe A
- Monsieur Marcel STEPHANY, résidant professionnellement au 23, Cité Aline Mayrisch L-7268 Bereldange, commissaire aux comptes

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014092144/22.

(140109154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

LuxRise Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 48, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 147.147.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2014.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014092939/15.

(140110738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Kinglet Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 138.030.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 20/05/2008

EXTRAIT

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la société, tenues en date du 28 avril 2014, il résulte que:

- Esbelta De Freitas a démissionné de sa fonction de gérante de classe B avec effet au 14 février 2014;
- Emmanuel Réveillaud a démissionné de sa fonction de gérant de classe B;
- Christine Louis-Haberer née le 23 juillet 1967 à Vitry (France) demeurant au L-2132 Luxembourg, 20, avenue Marie-Thérèse (Luxembourg) a été nommée gérante de classe B avec effet au 14 février 2014 et pour une durée indéterminée;
- Peggy Straus née le 11 mai 1977 à Dudelange (Luxembourg) demeurant au L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse a été nommée gérante de classe B pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,
Luxembourg, le 30 juin 2014.

Référence de publication: 2014092152/19.

(140109290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

KFA Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 180.730.

Extrait des résolutions des Associés de la Société prises en date du 26 juin 2014

Il résulte des décisions écrites des Associés de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:
 - * Kevin Fusco, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet au 27 juin 2014;
- de nommer la personne suivante avec effet au 27 juin 2014 et pour une durée indéterminée:
 - * Olufunke Audu, née le 2 octobre 1983 à Athens, Georgia (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Veillez également noter que Monsieur Brian Patterson réside désormais professionnellement au 375 Park Avenue, 12th Floor, New York, NY 10152, Etats-Unis d'Amérique.

Luxembourg, le 30 juin 2014.
Pour extrait analytique conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014092151/20.

(140109640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Lemo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 10, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 174.682.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014092943/10.

(140110634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Leta Holding S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 135.934.

Par le présent avis, la Société informe les tiers du changement suivant concernant son Administrateur et Administrateur-Délégué:

- L'adresse de Mr Joannes Baptista Brekelmans est le 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014092946/14.

(140110525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

**Lombard Odier Investment Managers Private Equity Investments, Société en Commandite par Actions
sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 155.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lombard Odier Investment Managers Private Equity Investments S.à r.l.

General Partner

Mark Edmonds / Patrick Zurstrassen

Manager / Manager

Référence de publication: 2014092936/14.

(140110734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Losad Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 113.487.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 27 juin 2014 que:

- Gestman S.A. a démissionné de son poste de commissaire.

- A été nommée au poste de Commissaire en remplacement du commissaire démissionnaire:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2017.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014092964/16.

(140110681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Netxistenz Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9639 Boulaide, 9, rue Jérôme de Busleyden.

R.C.S. Luxembourg B 92.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090428/9.

(140106937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Neo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 165.529.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014090425/10.

(140107083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Credit Suisse Atlas I Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.165.

Il est à noter que le siège social de l'actionnaire unique de la Société Crédit Suisse K-H-R Investments (Luxembourg) SARL a été transféré avec effet au 20 janvier 2012 vers le 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014092668/15.

(140110726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Bertelsmann Digital Media Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 10.088.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 18 Juin 2014, que:

L'Assemblée générale décide de renouveler les mandats comme administrateurs de Messieurs:

- Jean - Marie Bourhis ayant son adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden, L - 1543 Luxembourg
 - Andrew Buckhurst ayant son adresse professionnelle 45, boulevard Pierre Frieden L -1543 Luxembourg,
 - Thomas Rabe, ayant son adresse professionnelle 270 Carl Bertelsmann Strasse D -33311 Gütersloh,
 - Martin Dannhoff, ayant son adresse professionnelle 270 Carl Bertelsmann Strasse D - 33311 Gütersloh,
- pour une durée d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

L'Assemblée générale décide de désigner pour une période d'un an, expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes 2014, la société PricewaterhouseCoopers s.c. établie et ayant son siège social à L-1014 Luxembourg, 400 route d'Esch, en qualité de réviseur d'entreprises agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014093442/20.

(140111644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

CAIVS S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 139.632.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 30 juin 2014

En date du 30 juin 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler le mandat de Mazars en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.
Pour extrait sincère et conforme
Pour CAIVS S.C.A. SICAR
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014094616/16.

(140112519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Bamsebo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 122.636.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique tenue en date du 11 février 2014

L'associé unique de la Société a décidé de nommer, avec effet au 11 février 2014 et pour une durée illimitée, Monsieur Alain Donvil, né le 1^{er} avril 1965 à Ixelles (Belgique), demeurant professionnellement au 23, rue de Koerich, L-8437 Luxembourg, en tant que nouveau Gérant unique de la Société.

L'associé unique de la Société a également décidé de transférer le siège social de la société du 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, avec effet au 11 janvier 2014.

Luxembourg, le 23 juin 2014.
Pour extrait sincère et conforme
Mandataire

Référence de publication: 2014095567/17.

(140114992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Dundeal (International) 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper.
R.C.S. Luxembourg B 174.623.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 27 juin 2014 que M. Mark Gorholt et M. Franck Pletsch ont été révoqués de leur fonction respective de gérant B de la Société, avec effet au 30 juin 2014.

Il résulte des mêmes résolutions de l'associé unique que (i) M. Cengiz Coelhan, né le 10 mai 1974 à Bad Hersfeld, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, a été nommé gérant A de la Société avec effet au 30 juin 2014 et pour une durée indéterminée et que (ii) M. Andreas Mischler, né le 16 octobre 1973 à Saarlouis, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, a été nommé gérant B de la Société avec effet au 30 juin 2014 et pour une durée indéterminée.

Il résulte des mêmes résolutions de l'associé unique que le siège social de la Société a été transféré du 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 30 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Dundeal (International) 11 S.à r.l.

Référence de publication: 2014094672/21.

(140113000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2014.

BlueBay European Distressed Opportunities Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 152.394.

L'associé unique de la Société a désormais son siège social 2nd Floor Buckingham Square, West Bay Road, Grand Cayman KY1-1009, Cayman Islands.

L'associé unique de la Société a changé sa dénomination en «The BlueBay Event Driven Credit (Master) Fund Limited».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014095556/14.

(140114201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Broadcasting Center Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 50.802.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 12 Juin 2014, que:

L'Assemblée générale décide de renouveler les mandats comme administrateurs de Messieurs Elmar HEGGEN, Alain BERWICK, Francesco COSTADURA, Alexander GLATZ et Romain MANNELLI, ayant tous leur adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden L - 1543 Luxembourg et de Monsieur Alain FLAMMANG ayant son leur adresse au 8, rue Charles IV L -1309 Luxembourg, et dont le mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat de la société Pricewaterhouse Coopers s.c. établie et ayant son siège social à L-1014 Luxembourg, 400 route d'Esch, en qualité de réviseur d'entreprises agréé, pour une période d'un an, expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095620/19.

(140113724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Bristol Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 150.048.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 24 juin 2014 que:

Messieurs Pedro GONCALVES et Roberto DE LUCA ont démissionné de leurs fonctions respectives d'administrateurs et de Président. Ils sont remplacés par:

- Monsieur Rais KHAN, travailleur indépendant, né le 10 août 1955 à AGRA (India) demeurant professionnellement au Block 12-Office F03-Knowledge Village TECOM Dubai - United Arab Emirates.

- Monsieur David RAVIZZA, cadre, né le 21 décembre 1965 à Mont-Saint-Martin demeurant professionnellement au 42, rue Mantrand F-54650 Saulnes.

Le mandat d'administrateur de Madame Valérie WESQUY, est renouvelé et elle est également nommée à la Présidence du conseil d'administration. Il est à noter qu'elle sera désormais inscrite sous le nom de Madame Valérie RAVIZZA. Son adresse professionnelle est établie au 19, Boulevard Grande Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg.

Le mandat de Réviseur d'Entreprise agréé de CLERC S.A. est également renouvelé.

Tous les mandats repris ci-dessus prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014095619/21.

(140114202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Mc. Innovation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 188.062.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014096246/10.

(140113531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Milestone Investisseurs GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 184.048.

EXTRAIT

Il convient de noter que l'adresse du gérant Olivier Antomarchi a changé au 1^{er} juillet 2014 et est désormais:
- 141 rue du Repos, 1180 Bruxelles, Belgique

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014096221/11.

(140113432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Bouvier, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 155.907.

Extrait du contrat de cession de parts du 9 février 2014

Résultant de cessions successives de parts, l'intégralité des parts de l'entreprise appartient à la société Kantec Sàrl, ayant son siège social au 82, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg et immatriculée au RCS sous le numéro B118316.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014095612/13.

(140113499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

BPA Acquisition Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 186.599.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique de la Société prises en date du 26 juin 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Kevin Fusco, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet au 27 juin 2014;

- de nommer la personne suivante avec effet au 27 juin 2014 et pour une durée indéterminée:

* Olufunke Audu, née le 2 octobre 1983 à Athens, Georgia (États-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Veillez également noter que Monsieur Brian Patterson réside désormais professionnellement au 375 Park Avenue, 12th Floor, New York, NY 10152, États-Unis d'Amérique.

Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014095614/20.

(140113566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Naropère S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 5.500.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.787.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 8 juillet 2013 qui remplace la version du dépôt initial au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg enregistré et déposé en date du 9 juillet 2013 et portant le numéro L130114791.

L'associé unique a pris la résolution suivante:

- Monsieur Samuel HAAS, avec adresse professionnelle au 55, Avenue de la Gare à L-1611 Luxembourg, est nommé gérant de la Société avec date d'effet au 8 juillet 2013, et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Samuel HAAS.

Référence de publication: 2014096279/15.

(140113691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Odebrecht Latin Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 236.070.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.583.

Il est à noter que l'adresse professionnelle des gérants B de la Société a changé. Leur nouvelle adresse est la suivante:

- Enrique Ruiz est désormais domicilié professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Luxembourg;

- Emanuele Grippo, est désormais domicilié professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Luxembourg; et

- Valérie Pechon est désormais domiciliée professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Odebrecht Latin Finance S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014096305/19.

(140114932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

OpenGate Capital Group Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 22.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.276.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par les associés de la Société en date du 30 juin 2014 que:

- Les démissions de M. Benoît BAUDUIN et de M. Patrick MOINET, gérants de catégorie B ont été acceptées avec effet au 30 juin 2014;

- Les personnes suivantes ont été nommées gérants de catégorie B, avec effet au 13 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée:

* (i) Mr Livio GAMBARDELLA, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

* (ii) Mr Marc CHONG KAN, né le 24 août 1964 à Paris, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014096308/20.

(140114079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Naias Holding Co S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 51.307.

Extrait des résolutions des actionnaires

En date du 3 avril 2014, les actionnaires de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter les démissions des administrateurs, Richard BREKELMANS et Marie-Christine HUMMEL, et ce avec effet au 3 avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014096287/15.

(140114037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Next Step Architecture et Urbanisme, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 39, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 130.963.

Assemblée générale extraordinaire des associés tenue le 26/05/2014

Tout les associés étant présents, l'assemblée est déclarée valablement constituée. Lecture est donnée de l'ordre du jour suivant:

1. Démission de Monsieur Patrick Grethen de son poste de gérant

2. Cession de parts sociales

1) Les associés de la société Next Step Architecture et Urbanisme S.à r.l. acceptent la démission de Monsieur Patrick Grethen de son poste de gérant avec effet au 01/06/2014.

2) Les associés de la société Next Step Architecture et Urbanisme S.à r.l, représentants l'intégralité du capital, déclarent par la présente ce qui suit:

Monsieur Patrick Grethen, déclare céder et transporter, avec effet au 01/06/2014, sous les garanties de fait et de droit, 67 parts sociales de la façon suivante:

- 34 parts sociales à Monsieur Christian Duhr préqualifié, né le 16 mars 1971 à Luxembourg, gérant, demeurant à L-3729 Rumelange, rue du Hublon 2

- 33 parts sociales à Monsieur Romy Magalhaes Raimundo, préqualifié, né le 22 décembre 1976 à Luxembourg, gérant, demeurant à L-7515 Mersch, rue Comte Jean-Frédéric d'Autel 1

- L'assemblée générale extraordinaire constate que:

- les cessionnaires se trouvent subrogés dans tous les droits et obligations attachés aux parts leurs cédées à partir de ce jour;

- les cessionnaires participent aux bénéfices à partir de ce jour;

- les cessionnaires déclarent parfaitement connaître les statuts et la situation financière de la société et renoncent à toute garantie de la part du cédant

- En raison de la prédite cession de parts sociales, les parts sociales de la société Next Step Architecture et Urbanisme S.à r.l. appartiennent aux associés comme suit:

- Monsieur Christian Duhr préqualifié 101 parts

- Monsieur Romy Magalhaes Raimundo, préqualifié 100 parts

- Total des parts: 201 parts

- Pour des raisons d'opposabilité à la société et aux tiers, les présents, prénommés, en leur qualité de gérant et d'associé de la société Next Step Architecture et Urbanisme S.à r.l., déclarent accepter la prédite cession de parts sociales au nom et pour compte de la société, conformément à l'article 1690 du code civil et à l'article 190 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11.30 heures.

Luxembourg, le 26 mai 2014.

Christian Duhr / Patrick Grethen / Romy Magalhaes Raimundo.

Référence de publication: 2014096281/39.

(140113727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

MIB MP Leipzig, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 137.940.

—
EXTRAIT

Les associés, dans leurs résolutions du 4 juillet 2014, ont renouvelé les mandats des gérants.

- M. Tillmann SAUER-MORHARD, directeur de société, Kurfürstendamm 42, D-10719 Berlin, Allemagne, gérant de catégorie A;

- M. Richard HAWEL, directeur de sociétés, 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg, gérant de catégorie B.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Pour MIB MP LEIPZIG

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014096254/17.

(140114617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Marnatmaj Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 45.436.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 25 juin 2014

1. Les mandats d'Administrateurs de

- M. Philippe Lambert, fiscaliste, demeurant professionnellement à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen,

- Mme Isabelle Schul, employée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal,

sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 1 année jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

2. Le mandat de Commissaire aux Comptes de FISCOGES, société à responsabilité limitée, avec siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B-174051 est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 1 an jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2015;

Luxembourg, le 25 juin 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014096240/18.

(140114655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

MGT Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 124.608.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 19 juin 2014

L'associé unique de MGT Holdings Sarl (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Jan-Dries Mulder en tant que gérant de catégorie A, la démission de Stefan Koch en tant que gérant de catégorie A, et la démission de Marcus Wolsfeld en tant de gérant de catégorie B;

et

- de nommer gérant de catégorie A suivant avec effet au 19 juin 2014 et pour une durée indéterminée:

* Marcus Wolsfeld, né le 28 novembre 1975 à Trèves, Allemagne, demeurant professionnellement au 64 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

Et de nommer gérant de catégorie B suivant avec effet au 19 juin 2014 et pour une durée indéterminée

* Jan-Dries Mulder, né le 7 février 1973 à Veendam, Pays-Bas, demeurant professionnellement au Kabelweg 37, 1014 BA Amsterdam, Pays-Bas

Luxembourg, le 04 juillet 2014.

Référence de publication: 2014096253/19.

(140114469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

ENA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 3, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 188.238.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le treize juin.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1) La société anonyme «ANAVI S.A.», ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 63.920,

ici représentée par son administrateur-délégué Madame Tzveta KAMENOVA, administrateur de société, demeurant professionnellement à Luxembourg.

2) La société anonyme «EMESTE S.A.», ayant son siège social à L-2417 Luxembourg, 15, rue de Reims, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 116.567,

ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Marcel TAMAI, administrateur de société, demeurant à Sarnem.

3) La société à responsabilité limitée «NEI HEEMECHT S.à r.l.», avec siège social à L-4734 Pétange, 19, avenue de la Gare, inscrite au R.C.S. L. sous le numéro B 120.162,

ici représentée par:

- Monsieur Vahid CUCOVIC, dessinateur en bâtiments, demeurant à Pétange, agissant en qualité de gérant administratif,

- Madame Elvina IMAMOVIC, commerçante, demeurant à Pétange, agissant en qualité de gérante technique.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-dessus, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles vont constituer entre elles.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "ENA s.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, l'activité d'administrateur de biens-syndic de copropriété ainsi que la promotion immobilière.

La société a également pour objet, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui, l'acquisition, la mise en valeur, la gestion, l'échange, la négociation, la vente et la location de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société a également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.600.-), représenté par cent vingt-six (126) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (€ 100.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) La société «ANAVI S.A.», préqualifiée, quarante-deux parts sociales	42
2) La société «EMESTE S.A.», préqualifiée, quarante-deux parts sociales	42
3) La société «NEI HEEMECHT S.à r.l.», préqualifiée, quarante-deux parts sociales	42
Total: cent vingt-six parts sociales	126

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille six cents euros (€ 12.600.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparantes représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1) Madame Tzveta KAMENOVA, administrateur de société, né à Sofia (Bulgarie) le 10 juillet 1959, demeurant à L-5335 Moutfort, 1, Gappenhiehl est nommée gérante technique de la société pour une durée indéterminée.

2) Monsieur Marcel TAMAI, administrateur de société, né à Esch-sur-Alzette le 13 mars 1952, demeurant à L-4985 Sanem, 1, rue d'Esch et Monsieur Vahid CUCOVIC, dessinateur en bâtiments, né à Pec (Yougoslavie) le 2 juin 1965, demeurant à L-4734 Pétange, 19, avenue de la Gare sont nommés gérants administratifs de la société pour une durée indéterminée.

3) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de la gérante technique et d'un des gérants administratifs.

Toutefois, pour tout montant ne dépassant pas trois mille euros (€ 3.000.-), la société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante technique.

4) Le siège social est fixé à L-1621 Luxembourg, 3, rue des Genêts.

Le notaire instrumentant a rendu attentives les comparantes au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparantes.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: KAMENOVA, TAMAI, CUCOVIC, IMAMOVIC, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 20 juin 2014. Relation: CAP/2014/2401. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, par Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Alex WEBER.

Differdange, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014093637/148.

(140112455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Noosphere S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8449 Steinfort, 3, rue des Sports.

R.C.S. Luxembourg B 135.912.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 27/06/2014.

Référence de publication: 2014090420/10.

(140107733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

LUKSS I Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.144.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090351/9.

(140107422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Neo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 165.529.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014090426/10.

(140107084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Pratzen S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 188.243.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre juin.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

- Monsieur Michel Jean Herman Gustave LEONARD, avocat, né le 22 mai 1950 à Charleroi - Belgique, domicilié à B-8420 De Haan, Tollenslaan, numéro 3, (l'"Actionnaire").

Ci-après représenté par Monsieur Jean-Baptiste WILLIAM, Avocat, demeurant à L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, en vertu d'une procuration donnée le 6 juin 2014, procuration qui restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

1. Forme sociale et nom. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Pratzen S.A. (la "Société"), une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration");

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") passée conformément à ses Statuts et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil d'Administration.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objet social. La Société a pour objet social:

3.1 d'agir en tant que société d'investissement et de coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles la Société détient directement ou indirectement des participations, d'acquérir (que ce soit par voie d'une souscription initiale, d'un appel d'offres, d'un achat, d'un échange ou de tout autre moyen) la totalité ou une partie des titres, des actions, d'obligations non garanties, de debenture stocks, d'obligations, ou tout autre titre émis ou garanti par une personne et tout autre avoir de quelque sorte que ce soit, de détenir les mêmes instruments pour des besoins d'investissements, et de vendre, échanger ou disposer de ces instruments;

3.2 de poursuivre tout commerce ou activité commerciale et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou partie d'une activité commerciale, ou de biens immobiliers et/ou de prendre en charge la dette d'une personne poursuivant ou non une activité commerciale;

3.3 d'investir et négocier avec l'argent et les avoirs de la Société de toute manière que le Conseil d'Administration considèrera comme appropriée, et de prêter de l'argent ou accorder des crédits, dans chaque cas, à toute personne qu'il estimera appropriée, et que ce soit avec ou sans garantie; nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique

3.4 d'emprunter, de lever ou d'assurer le paiement d'argent de toute manière que le Conseil d'Administration considèrera comme appropriée, y compris par l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations ou d'autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qui grèvent ou non tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non libéré, et d'acheter, racheter, convertir ou rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir une participation dans, unifier, fusionner, consolider avec et constituer un partenariat (partnership) ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, une union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tout employé de la Société;

3.6 de s'engager dans toute garantie ou contrat d'indemnité ou de caution, et de fournir des sûretés pour l'accomplissement des obligations de et/ou le paiement de toute somme par toute personne (y compris tout organe social dans lequel la Société a une participation directe ou indirecte ou toute personne (une "Entité Holding") qui est pour le moment un membre de ou détient autrement un intérêt direct ou indirect dans la Société ou tout organe social dans laquelle une Entité Holding détient un intérêt direct ou indirect ou toute personne qui est associée avec la Société dans toute activité commerciale ou entreprise), avec ou sans que la Société ne reçoive une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, biens ou capital social non libéré (présents et futurs) ou par d'autres moyens; pour les besoins de cet Article 3.6 "garantie" inclut toute obligation, bien que décrite, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de, indemniser ou garder indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou autrement responsable, de l'endettement ou des obligations financières de toute autre personne;

3.7 d'acheter, prendre en location, échanger, louer ou acquérir autrement tout bien, avoir ou droit réel ou personnel et tout droit ou privilège sur ou en lien avec celui-ci;

3.8 de vendre, mettre en bail, échanger, mettre en location et disposer de tout bien, avoir ou droit réel ou personnel, et/ou de tout ou partie des entreprises de la Société, pour une contrepartie que le Conseil d'Administration considère appropriée, y compris pour des parts sociales, obligations ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets similaires (en tout ou partie) à ceux de la Société; de détenir toutes parts sociales, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, fournir des options sur, mettre sur compte ou autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.9 d'entreprendre tout ou partie des actions décrites à quelque emplacement que ce soit dans le présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, fiduciaire ou autrement; (c) par voie ou via des fiduciaires, agents, sous-contractants ou autre; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Conseil d'Administration, accessoires ou propices à la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à cent mille Euros (EUR 100.000,-) et est représenté par cent mille (100.000) actions ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune (les "Actions"); toutes sont intégralement libérées. Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs à tout moment des Actions et "Actionnaire" doit être interprété en ce sens. Le capital autorisé de la Société est établi à deux cent mille Euros (EUR 200.000,-), représenté par deux cent mille (100.000) actions ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations des statuts, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

5.2 Les Actions sont sous forme nominative ou au porteur, à déterminer par les Actionnaires au moment de l'émission de ces Actions.

5.3 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le Conseil d'Administration conformément aux présents statuts et la Loi de 1915.

5.5 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre des Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le Conseil d'Administration conformément aux présents statuts et la Loi de 1915. Pour éviter tout doute, toute décision peut -mais cela n'est pas nécessaire- allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.6 Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux.

5.7 Le capital social souscrit peut être augmenté par une Résolution des Actionnaires adoptée conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts et la Loi Luxembourgeoise.

5.8 La Société peut acquérir ses propres Actions ou réduire son capital souscrit sous réserve de la Loi de 1915.

5.9 Si des Actions sont émises à des conditions qui font qu'elles ne sont pas totalement libérées à leur émission, alors le paiement du solde restant dû pour leur libération devra être réalisé au moment et aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration mais toutes les Actions doivent être traitées de façon égale.

5.10 La Société peut avoir un Actionnaire unique. Le décès ou la dissolution de l'Actionnaire unique ne causera pas la dissolution de la Société.

6. Indivisibilité des actions.

6.1 Chaque Action est indivisible.

6.2 Une Action peut être enregistrée au nom de plusieurs personnes à condition que tous les détenteurs d'une Action notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul propriétaire de l'Action en question, y compris en ce qui concerne les droits de vote, droit aux dividendes et autres droits de paiement.

7. Cession d'actions.

7.1 Pendant les dix (10) ans suivant la constitution de la Société (la "Période d'Interdiction de Transfert"), les Actions ne pourront être transférées à une personne ou entité non actionnaire de la Société, sauf si le transfert concerne un (1) ou plusieurs Cessionnaire(s) Autorisé(s). Pour les besoins du présent Article:

"Cessionnaire(s) Autorisé(s)" signifie un descendant en ligne directe de Mr. Charles Herman LEONARD, né le 21 juin 1921 à Charleroi, ou tout conjoint - au moment du Transfert - d'un de ces descendants.

"Transfert" signifie tout transfert direct ou indirect d'Actions, avec ou sans contrepartie, à l'exception de tout transfert causé par le décès d'un Actionnaire (en particulier, mais sans que cette liste soit exhaustive: par vente, cession, apport, donation, échange, fusion ou scission) de tout ou partie des Actions; les notions de "Transférable", "Cédant", "Transférées" devront avoir le même sens;

7.2 A l'expiration de la Période d'Interdiction de Transfert, si un Actionnaire souhaite vendre tout ou partie de ses Actions à une personne ou entité non actionnaire de la Société, cet Actionnaire devra au préalable proposer ces Actions aux Cessionnaires Autorisés, et ce par notice écrite (la "Notice de Transfert") comprenant les conditions de l'offre des Actions proposées et le prix pour le Transfert de ces Actions et toute autre condition (les "Conditions").

Pendant une période de vingt (20) jours ouvrables suivant la réception de la Notice de Transfert, les Cessionnaires Autorisés peuvent envoyer une notice écrite à l'Actionnaire Cédant, en acceptant l'offre aux Conditions contenues dans

la Notice de Transfert (une "Notice d'Acceptation"). A défaut, ils seront réputés avoir renoncé à l'acquisition des Actions offertes par l'Actionnaire Cédant.

Si un ou plusieurs Cessionnaires Autorisés émettent une Notice d'Acceptation, l'Actionnaire Cédant sera dans l'obligation de céder les Actions offertes à ces Cessionnaires Autorisés (dans le cas d'une pluralité de Cessionnaires Autorisés, la répartition entre ces derniers sera à l'entière discrétion de l'Actionnaire cédant).

Si les Cessionnaires Autorisés n'émettent pas de Notice d'Acceptation ou ne répondent pas à la Notice de Transfert dans les délais requis, ou ne réalisent pas le Transfert selon les Conditions prévues et notamment dans le délai de réalisation prévu, ou si les Cessionnaires Autorisés ne proposent pas d'acquiescer l'ensemble des Actions offertes par l'Actionnaire cédant, celui-ci sera libre de vendre les Actions à un tiers acquéreur, à des conditions qui ne pourront pas être plus favorables pour le tiers acquéreur que les Conditions proposées dans la Notice de Transfert.

Il est en tout cas certain et de rigueur que pour le Transfert de ces Actions, le prix du Transfert devra obligatoirement se baser sur la valeur de marché des avoirs détenus par la Société, s'agissant notamment mais non exhaustivement d'avoirs cotés sur un marché réglementé, ainsi que sur des éléments d'appréciation objectifs tels que l'estimation comptable de la Société, son évaluation par expert(s). D'une manière générale, le Cédant potentiel fera une offre de prix basée sur la juste valeur des Actions de la Société et le prix de ce Transfert ne pourra être exigé qu'endéans un délai raisonnable de l'ordre de trois (3) mois par rapport à la date de la notification de la Notice de Transfert. Si le prix exigé par le Cédant potentiel est supérieur à cette juste valeur, l(es) Cessionnaire(s) Autorisé(s) pourr(a)nt obtenir la réduction de ce prix à cette juste valeur.

8. Conseil d'administration.

8.1 Sauf dans les circonstances évoquées à l'Article 8.2, la Société devra avoir au minimum trois (3) administrateurs (chacun étant appelé un "Administrateur").

8.2 Si la Société a été constituée par un seul Actionnaire ou s'il a été établi au cours d'une assemblée générale des Actionnaires (une "Assemblée Générale") que la Société n'a qu'un seul Actionnaire, le Conseil d'Administration pourra alors être constitué d'un Administrateur unique jusqu'à la prochaine Assemblée Générale suivant l'établissement de l'existence de plus d'un Actionnaire.

8.3 Pour être Administrateur, il n'est pas requis d'être Actionnaire.

8.4 Une société peut être Administrateur (un "Administrateur Personne Morale") auquel cas elle devra désigner un représentant permanent pour remplir ce rôle en son nom et pour son compte. La révocation de son représentant permanent par un Administrateur Personne Morale est soumise à la condition qu'un successeur soit simultanément nommé.

8.5 Chaque Administrateur est nommé par une Assemblée Générale pour une durée n'excédant pas six (6) ans.

8.6 Un Administrateur peut être réélu.

8.7 Un Administrateur peut être révoqué à tout moment par une Assemblée Générale.

8.8 Dans le cas où un Administrateur nommé par une Assemblée Générale cesse d'être Administrateur pour quelle que raison que ce soit, les Administrateurs restants peuvent provisoirement coopter un administrateur à sa place; un Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, à moins que sa nomination ne soit confirmée par les Actionnaires lors de cette Assemblée Générale.

8.9 Dans le cas où un Administrateur est nommé pour remplacer un autre Administrateur avant la fin du mandat de celui-ci, l'Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la fin du mandat de l'Administrateur qu'il remplace, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

9. Pouvoirs des administrateurs.

9.1 La Société est administrée par le Conseil d'Administration.

9.2 Le Conseil d'Administration a le pouvoir de prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts à l'Assemblée Générale.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

10.1 si la Société a un seul Administrateur, la signature individuelle de cet Administrateur;

10.2 en cas de pluralité d'Administrateurs, la signature conjointe de deux (2) Administrateurs;

10.3 la signature individuelle de tout Délégué à la Gestion Journalière (tel que défini à l'Article 11.1) dans les limites des pouvoirs qui lui ont été délégués en vertu de l'Article 11.1;

10.4 la signature individuelle de toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'Article 11.4 et dans la mesure du pouvoir qui lui a été délégué.

11. Mandataire des administrateurs.

11.1 La gestion journalière des activités de la Société et le pouvoir de représenter la Société à cet effet peut être délégué à un (1) ou plusieurs Administrateurs, directeurs, cadres ou autres agents (chacun étant appelé un "Délégué à la Gestion Journalière") agissant seul ou conjointement.

11.2 Il n'est pas requis pour être un Délégué à la Gestion Journalière, d'être Actionnaire.

11.3 La nomination et la révocation, les pouvoirs, tâches et rémunération des Délégués à la Gestion Journalière seront déterminés par le Conseil d'Administration, sauf que le(s) premier(s) Délégué(s) à la Gestion Journalière peut (peuvent), mais n'ont pas l'obligation, d'être nommé(s) par une Assemblée Générale, et leurs pouvoirs, tâches, rémunération sont déterminés par celle-ci.

11.4 Le Conseil d'Administration ou tout Administrateur peuvent déléguer toute partie de leurs pouvoirs respectifs, pour des tâches spécifiques, à un (1) ou plusieurs mandataires ad hoc; ils peuvent révoquer de tels mandataires et déterminer leurs pouvoirs, responsabilité et rémunération (le cas échéant), la durée de leur période de représentation et toute autre condition pertinente de sa représentation.

12. Réunion du conseil d'administration.

12.1 Les réunions du Conseil d'Administration (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Administrateur, par écrit et par tout moyen (y compris par lettre recommandée, e-mail ou fax notamment). Le Conseil d'Administration devra nommer un président parmi les Administrateurs (le "Président").

12.2 Le Conseil d'Administration peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans qu'il soit besoin de respecter les conditions de convocation et formalités si tous les Administrateurs ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question, et ce que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Administrateur peut désigner un autre Administrateur (mais seulement un Administrateur) pour le représenter (le "Représentant de l'Administrateur") lors d'une Réunion du Conseil, afin d'assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. En cas d'égalité des votes, le Président aura un second vote ou un vote prépondérant.

12.4 Le Conseil d'Administration ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée.

12.5 Les décisions du Conseil d'Administration sont adoptées à une majorité simple des Administrateurs présents ou représentés. Un Administrateur ou le Représentant de l'Administrateur peut valablement participer à une Réunion du Conseil en recourant à tous moyens de vidéoconférence ou à tout autre équipement de télécommunication permettant l'identification de chaque Administrateur participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques permettant que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre sur une base continue et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Administrateurs (ou le cas échéant, par un Représentant de l'Administrateur) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Administrateurs concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil d'Administration doivent être signés et les extraits de ces procès-verbaux peuvent être certifiés par tout Administrateur présent à la Réunion du Conseil.

12.8

12.8.1 Tout Administrateur ayant un intérêt dans une transaction en conflit avec celui de la Société soumise pour approbation au Conseil d'Administration (un "Conflit d'Intérêt") doit informer le Conseil d'Administration de celui-ci et la déclaration de cet Administrateur devra être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux délibérations relatives à cette transaction. A l'occasion de la prochaine Assemblée Générale, avant le vote de toute résolution, un rapport spécial devra être produit sur toutes les transactions dans lesquelles les Administrateurs auraient eu un intérêt en conflit avec celui de la Société.

12.8.2 Si la Société n'a qu'un seul Administrateur, l'Article 12.8.1 ne s'appliquera pas et à la place, le Conflit d'Intérêt sera enregistré dans le registre des décisions de la Société.

12.8.3 Les Articles 12.8.1 et 12.8.2 ne s'appliquent pas aux opérations courantes réalisées à des conditions normales.

13. Assemblée générale.

13.1 Les Assemblées Générales ont les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier toute action en lien avec la Société.

13.2 Lorsque la Société ne compte qu'un Actionnaire unique:

13.2.1 il exercera les pouvoirs dévolus aux Assemblées Générales;

13.2.2 ses décisions seront prises sous la forme de résolutions écrites et devront être enregistrées dans un registre des procès-verbaux tenus au Siège Social.

13.3 Chaque Actionnaire a droit à un vote pour chaque Action dont il est le détenteur.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues par la Loi de 1915, notamment en ses Articles 13.5, 13.4 et 17, les Résolutions des Actionnaires sont valables uniquement si elles sont adoptées à la majorité des votes exprimés, sans préjudice du nombre d'Actions représentées.

13.5 Les Actionnaires ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Actionnaires à augmenter ses engagements dans la Société sans un vote unanime des Actionnaires.

13.6

13.6.1 Toute Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que pour autant que:

(a) au moins la moitié des Actions y soient représentées et

(b) l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts et, lorsqu'il est concerné, le texte des modifications relatives à l'objet ou la forme de la Société.

13.6.2 Si la première condition de l'Article 13.6.1 n'est pas satisfaite, une seconde Assemblée Générale peut être convoquée, selon la manière prescrite par les Statuts ou la Loi de 1915. Cette convocation devra reproduire l'ordre du jour, et indiquer la date ainsi que les résultats de la précédente réunion. La seconde assemblée délibèrera valablement quelle que soit la proportion d'Actions représentées.

13.6.3 Dans les deux (2) assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers (2/3) des votes exprimés. Les voix exprimées ne devront pas compter les votes attachés aux Actions à l'égard desquelles les Actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus de voter ou ont exprimé un vote nul ou blanc.

13.7 Une Assemblée Générale peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation si tous les Actionnaires y ont renoncé, que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.8 Un Actionnaire peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire.

13.9 Tout Actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire comme indiqué dans la convocation à l'Assemblée Générale. Les Actionnaires peuvent utiliser les formulaires mis à la disposition par la Société; ceux-ci mentionneront au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois (3) cases permettant à l'Actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter pour chaque proposition en cochant la case adéquate. Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls.

13.10 Les Actionnaires sont autorisés à participer à une Assemblée Générale par vidéoconférence ou par un autre moyen de télécommunications permettant leur identification; dans ces cas, ils seront considérés comme présents pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

13.11 Le Conseil d'Administration a les pouvoirs et les obligations d'ajourner une Assemblée Générale comme prévu par la Loi de 1915.

13.12 L'Assemblée Générale Annuelle de la Société se tiendra le premier lundi du mois de juin à 14 heures, chaque année à Luxembourg-ville.

13.13 Le Conseil d'Administration ou le(s) commissaires aux comptes peut(vent) convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires. Une Assemblée Générale des Actionnaires devra être convoquée endéans le mois calendrier, en cas de demande écrite d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social et précisant un 'ordre du jour.

13.14 Les convocations aux Assemblées Générales doivent contenir l'ordre du jour et prendre la forme d'annonces publiées deux (2) fois, dans le Mémorial et dans un journal luxembourgeois, avec un intervalle minimum de huit (8) jours entre les annonces, et huit (8) jours aussi entre la deuxième annonce et l'Assemblée Générale. Les convocations devront être envoyées par courrier recommandé huit (8) jours avant l'Assemblée Générale aux Actionnaires enregistrés. Le dépôt du pli recommandé à la poste devra être conservé comme preuve d'envoi des convocations aux Actionnaires enregistrés. Lorsque toutes les Actions sont sous la forme nominative, les convocations peuvent être effectuées seulement par lettre recommandée avec accusé de réception.

13.15 Un (1) ou plusieurs Actionnaires qui détiennent au moins dix pour cent (10%) du capital souscrit peut demander qu'un (1) ou plusieurs éléments soient ajoutés à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Une telle demande devra être envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social, au minimum cinq (5) jours avant la réunion.

14. Auditeurs.

14.1 La Société est supervisée par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprise agréés; ces derniers seront prévus lorsque leurs nominations sont requises par la Loi Luxembourgeoise, ou sont permises par la Loi Luxembourgeoise et choisies par la Société (les commissaires aux comptes et les réviseurs d'entreprise agréés sont désignés ci-après sous le nom d "Auditeur").

14.2 L'Assemblée Générale désigne le(s) Auditeur(s) et détermine leur nombre, rémunération et le terme de leur mandat. La nomination ne peut cependant pas excéder six (6) ans. Si les Auditeurs sont élus sans mention du terme de leur mandat, ils sont réputés être nommés pour six (6) ans à partir de la date de leurs élections.

14.3 Les Auditeurs peuvent être réélus.

15. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

16. Distribution sur les actions.

16.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

16.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut, par Résolution des Actionnaires, déclarer des dividendes aux Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.

16.3 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et de ces Statuts, le Conseil d'Administration peut payer des dividendes intérimaires aux Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.

17. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale au moyen d'une résolution adoptée en conformité avec les conditions requises pour la modification des Statuts, et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

18. Interprétation et loi Luxembourgeoise.

18.1 Dans les présents Statuts:

18.1.1 Une référence à:

(a) un genre devra inclure chaque genre;
(b) (à moins que le contexte ne conduise à une interprétation différente) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;

(c) Une "personne" inclura une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(d) une disposition légale ou statutaire inclura toute modification y afférente et toute nouvelle mise en vigueur (avec ou sans modification);

18.1.2 les mots "inclus" et "y compris/incluant" seront considérés comme étant suivis des mots "sans restriction" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive dès lors qu'ils seraient précédés ou suivis de mots indiquant un terme particulier, ou parce que des faits ou des choses ou des exemples tombent dans la définition des mots généraux;

18.1.3 Les en-têtes de ces Articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

18.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription - Libération

L'Actionnaire décide que le capital social sera représenté par cent mille (100.000) Actions et que ces Actions seront des Actions au porteur. Ces Actions au porteur ont été souscrites comme suit:

M. Michel LEONARD a souscrit à cent mille (100.000) Actions, chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-).

Toutes les Actions ont été intégralement libérées par un versement en numéraire de sorte que la somme de cent mille euros (EUR 100,000.-) correspondant à un capital social de cent mille euros (EUR 100,000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés en tant qu'Administrateurs jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires devant statuer sur les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2018, devant se tenir en l'année 2019:

- Monsieur Serge HIRSCH, administrateur de société, né le 22 décembre 1963 à Longeville-les-Metz (F), ayant son adresse professionnelle au L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

- Madame Catherine SEVELLE, épouse ROUX, administrateur de société, née le 28 juillet 1960 à Paris (F), ayant son adresse professionnelle au L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

- Monsieur Michel LEONARD, avocat, né le 22 mai 1950 à Charleroi (B), ayant son adresse professionnelle à B-1040 Bruxelles, 11-11A, avenue Edmond Mesens.

2) H.R.T. Révision S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 51238 est nommé en tant que commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires devant statuer sur les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2018, devant se tenir en l'année 2019.

3) Le siège social de la Société est établi au L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: William, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 juin 2014. Relation: LAC/2014/29128. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Référence de publication: 2014094117/395.

(140112555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

03 Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 59, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 188.213.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth of June.

Before Me Karine REUTER, notary residing in Pétange.

There appeared:

OROLUK INVESTMENTS SARL, a company incorporated in Luxembourg, having its registered office at 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the trade register of Luxembourg under the reference B 172 186,

here represented by Maître Thierry POULIQUEN, Avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on 20th June 2014.

Said proxy, after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) known by the name of "O3 RETAIL S.À R.L." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

The Company may also develop, purchase, control and sell trademarks, patents, licences and / or equivalent rights of whatever origin in Luxembourg or abroad.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities, grant to other companies or enterprises in which the company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs any assistance, such as loans, advances and guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole manager or the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (12,500 eur) represented by one thousand two hundred fifty (1,250) shares having a par value of ten euro (10 eur) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders or of the sole shareholder will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by a sole manager or by a board of managers composed of two or several managers, who need not be shareholders.

The sole manager or the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The managers are appointed by the general meeting of shareholders. They may be dismissed freely at any time by the general meeting of shareholders.

In dealing with third parties, the Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager. If managed by a board of managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two managers. However, the Company will be validly bound by the sole signature of each manager for the acts relating to its daily management.

The board of managers may choose from among its members a chairman.

It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least five days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

When the board is composed at least of three managers, any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile another manager as his proxy. A manager may not represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that, at any meeting of the board of managers, the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman shall have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, or by facsimile, or any other similar means of communication to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 13. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholder(s). An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the last working day of June at 2 p.m. and for the first time in the year 2015.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The manager or in case of plurality of managers the Board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Declaration

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

Transitory disposition

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st 2014.

Subscription and liberation

The one thousand two hundred and fifty (1.250) shares have been subscribed by the sole shareholder OROLUK INVESTMENTS SARL, represented as stated above.

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred euros (12,500 eur) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the undersigned notary who states it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be one thousand three hundred fifty euros (EUR 1.350.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at one (1).
2. Is appointed as Manager of the Company for an unlimited period of time:
M. Sigurdur BOLLASON, born on June 25th, 1973 in Reykjavik, residing at 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg.
3. The registered office is established at Luxembourg, L-1661, Grand-Rue 59

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le vingt juin.

Par devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

OROLUK INVESTMENTS SARL, une société de droit luxembourgeois, ayant son siège au 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence B 172 186,

ici dûment représentée par Maître Thierry POULIQUEN, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de «O3 RETAIL S.À R.L.» (la Société).

Art. 2. Objet social. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut également développer, acquérir, céder et exploiter des marques, brevets et tous autres droits similaires ou équivalents, à Luxembourg et à l'étranger.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé unique ou d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant unique ou du conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (12.500 EUR) représenté par MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 EUR) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un des associés sinon de l'associé unique, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un gérant unique ou par un conseil de gérance composé de deux ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le gérant unique ou le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés. Ils sont librement et à tout moment révocables par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature du gérant unique. Si la gestion est confiée à un conseil de gérance, la Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux gérants. Cependant, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant, pour les actes relatifs à sa gestion journalière.

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président.

Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Lorsque le conseil de gérance est composé d'au moins trois membres, tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant ne peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil de gérance, il y a égalité de voix pour et contre une décision, la voix du président sera prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par lettre ou par télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générales des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée, le dernier jour ouvrable de Juin à quatorze heures, et pour la première fois en 2015.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi sur les sociétés commerciales.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi de 1915.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) parts sociales ont toutes été souscrites par OROLUK INVESTMENTS SARL, pré qualifiée et représentée comme indiqué en tête des présentes.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (12.500 EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le confirme.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à mille trois cent cinquante euros (1.350,-EUR).

Décisions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique, représentée comme ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de UN (1).
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:
M. Sigurdur BOLLASON, né le 25 juin 1973 à Reykjavik, demeurant au 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg
3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg, L-1661, Grand-Rue 59

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom, prénoms usuels, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le Notaire.

Signés: T. POULIQUEN, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 juin 2014. Relation: EAC/2014/8772. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014094105/328.

(140112167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Greenfinch Global Invest Fund, S.C.A., SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 188.392.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third of June.

Before Us, Maître Frank MOLITOR, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. GREENFINCH CAPITAL MANAGEMENT S.A., a public limited company organised under the laws of Luxembourg for an unlimited duration and in course of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, having its registered office at 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Appearing Party 1"), here represented by Franck SERTIC as Class A Director, Kindy FRITSCH as Class B Director and Romain BONTEMPS, born at Dudelange (Grand-Duchy of Luxembourg), on 27 December 1960, having his professional address at 6, Place de Nancy, L-2212 Luxembourg, as Class C Director.

2. Monsieur Franck SERTIC, a natural person, having its professional address at 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Appearing Party 2"); and

3. Monsieur Kindy FRITSCH, a natural person, having its professional address at 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Appearing Party 3" collectively with the Appearing Parties 1 and 2 the "Appearing Parties").

The Appearing Parties, acting in their aforesaid capacities, have requested the notary to draw up the following articles of a Luxembourg partnership limited by shares (S.C.A.):

Definitions

The following capitalised terms shall have the meaning ascribed to them below:

Advisory Board	means the advisory board formed by the General Partner as described in article 14 of these Articles and having the composition, duties and functions as set out in the Private Placement Memorandum.
Annual General Meeting	means the Annual General Meeting of the Shareholders of the Company/Sub-Funds.
Articles	means these articles of incorporation or the articles of the General Partner, as the case may be, as amended and/or supplemented from time to time.
Associé gérant commandité or	means GREENFINCH CAPITAL MANAGEMENT S.A., a public limited company (société anonyme) organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, which is solely responsible for the Management of the Company.
General Partner	
Asset	means anything tangible or intangible that is capable of being owned or controlled to produce value and that is held to have positive economic value. This term includes but is not limited to fixed assets like Real Estate assets, aircrafts, intangible assets and any other short term assets.
Auditor	means an external auditor of the Company as indicated in the Private Placement Memorandum.
Board of Directors or Directors	means the board of directors of the General Partner respectively its members.
Business Day	means any full day on which banks are conducting normal business activities in Luxembourg.
Central Administrator	means the agent acting as the Company's administrative agent in Luxembourg, as indicated in the Private Placement Memorandum.
Class or Classes	mean(s) different types of Shares which the General Partner may decide to issue pursuant to the Articles within each Sub-Fund the assets of which will be commonly invested but for which a specific sales, conversion or redemption charge structure, fee structure, minimum subscription amount, dividend or redemption policy or other feature may be applicable. If different Classes are issued within a Sub-Fund, the details of each Class are described in the relevant Sub-Fund Particulars.
Commitment	means with respect to each Shareholder, the amount contributed or agreed to be contributed to each Sub-Fund within the Commitment Period pursuant to the Subscription Agreement.
Commitment Period	The period during which the General Partner is entitled to draw down Commitments from Investors as described in the relevant Sub-Fund Particulars.
Company	means GREENFINCH GLOBAL INVEST FUND, S.C.A., SICAV-FIS.
Creditors	means investors having granted loans or subscribed bonds, notes or similar instruments issued by the Company.
Custodian Bank	means the entity acting as the Company's depositary bank in Luxembourg, as indicated in the Private Placement Memorandum.
Debt	means the loans contracted or the debt securities issued.
EU	means the European Union, an economic and political union of currently 28 independent member states, which are located primarily in Europe.
EVCA	means the European Venture Capital Association established in 1983, based in Brussels and represents the European private equity sector. EVCA's role includes representing the interests of the industry to the regulators, developing professional standards and providing industrial research.
Euro or EUR	means the single currency of the participating member states of the European Economic Monetary Union.
Fair Value	means the price at which a willing seller would sell, and a willing buyer would buy, the applicable asset in a single arm's length transaction, without time constraints and without being under any compulsion to buy or sell. It should be noted that the General Partner considers the valuation of an Asset at its estimated future realisation value corresponding to a future state of potential development or completion of such asset, less all estimated future expenses for achieving such state and by taking into account all known risk factors and reasonable realisation probabilities is one of the methods leading to Fair Value. For quote financial instruments, available market prices shall be the primary base for the determination of the Fair Value.
FIS or SIF	means a fonds d'investissement spécialisé (specialised investment fund ("SIF")) within the meaning of the SIF Law.

General Partner	means the associé gérant commandité acting as general partner of the Company.
Independent Valuer	means any independent appraiser, including but not only limited to the independent property valuer, appointed by the General Partner for the entire Company or for a specific Sub-Fund. The Independent Valuer of a Sub-Fund (if any) is defined in the relevant Sub-Fund Particular.
Institutional Investor	means an investor who qualifies as institutional investor according to Luxembourg laws and regulations.
Issue Price	means the price at which Ordinary Shares in any Sub-Fund are issued.
Liquidator	means the General Partner acting as liquidator.
Lux 1915 Law	means the Luxembourg Law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended and/or replaced from time to time.
Management Fee	means the management fee as determined and payable by each Sub-Fund to the General Partner and/or to the investment advisor, if any, according to the relevant Sub-Fund Particulars.
Management Share	means Share, which is owned by the General Partner and described in more detail in article 5.1 of these Articles.
NAV or Net Asset Value	means the value of the Total Assets less the liabilities on the relevant Valuation Day as calculated in accordance with article 21 of the Articles for each Sub-Fund/Class. It is then divided by the number of Shares per Sub-Fund/relevant Class to obtain the NAV per Share of the relevant Sub-Fund/Class. The aggregation of all NAVs per Share of all Sub-Funds/Classes provides the total Net Asset Value of the Company.
Net Assets	means the Total Assets of a Sub-Fund less the liabilities of such Sub-Fund, determined according to article 21.
Offer	means the offer of Ordinary Shares in each Sub-Fund.
Ordinary Share	means Share in the Company's share capital with no par value, designated as Ordinary Shares in the Articles and having the meaning set out in article 5.1 of these Articles.
Other Well-Informed Investor	means any investor who adheres in writing to the status of Well-Informed Investors and (i) invests a minimum of Euro 125,000, or the equivalent in any foreign currency, in the Company or (ii) has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC or an investment firm within the meaning of Directive 2001/107/EC or any replacing Directive certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company. These conditions do not apply to the Directors and the General Partner.
Performance Fee	means the performance fee as determined and payable by each Sub-Fund, if any, according to the relevant Sub-Fund Particulars.
Private Placement Memorandum or PPM	means the private placement memorandum of the Company, as supplemented from time to time.
Professional Investor	means an investor who qualifies as professional investor under annexe II of Directive 2004/39/EC, as amended and/or replaced from time to time.
Real Estate Asset	refers: <ul style="list-style-type: none"> (1.) to all kinds of immovable properties, including but not limited to office buildings, residential properties, commercial buildings or warehouses, hotels, logistic properties, building land or land expected to become building land within a reasonable timeframe, agricultural or forestry land or any other buildings or lands offering return opportunities and the immovable property by destination linked to these assets, whether they are fully owned, owned in co-ownership or by means of partial property rights such as usufruct (usufruit) and bare ownership (nue-propriété) or any property related long-term interests such as tenant and landlord rights under general lease agreements or special lease agreements such as surface ownerships or leaseholds (droits de superficie, baux emphytéotiques or baux à construction) or the corresponding bare ownerships (tréfonds); (2.) to real estate certificates (certificats immobiliers) and shareholdings and other investments in entities the main object and purpose of which is the acquisition, development, ownership, sale or the letting of Real Estate Assets; (3.) to receivables of any nature linked to equity (in the sense of ii above) or to immovable property (as referred to under i) above), in particular participating bonds or loans or similar instruments;

	(4.) in general to any investment which is backed by Real Estate Assets referred to under i) to iii) the liquidity of which is at least equal to the liquidity of the underlying real estate assets; and
	(5.) to options and financial instruments of any nature linked to the real estate investments described under i) to iv) above, in particular structured and derivative instruments.
Reference Currency	means, when referring to the Company, the currency in which the accounts of the Company are held, i.e. the Euro, the reference currency being the valuation currency of the Company, when referring to a Sub-Fund or a Class, the currency in which the Net Asset Value of such Sub-Fund or Class is calculated.
Register	means the register of Shareholders of the Company, kept by the Transfer Agent on behalf of the Company.
Registrar Agent	means the entity acting as the Company's registrar and transfer agent in Luxembourg, as indicated in the Private Placement Memorandum.
Regulated Market	means a market which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public
Share(s)	means, unless the context indicates otherwise, both Ordinary Shares and the Management Shares.
Shareholder(s)	means shareholder(s) of the Company/Sub- Fund.
SIF Law	means the Luxembourg Law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended and/or replaced from time to time.
Specific Investment Vehicle or SPV	means any investment structure in which one or more Sub-Fund(s) may invest, as further detailed in the Private Placement Memorandum.
Sub-Fund	means a sub-fund (compartment) within the meaning of article 71 of the SIF Law (pool of assets and liabilities constituting separate entities, established by the General Partner as stipulated in the Sub-Fund Particulars). Notwithstanding the fact that a Sub-Fund is not a legal person distinct from the Company, the SIF Law provides that each Sub-Fund is only liable for the debts, liabilities and obligations attributable to it.
Sub-Fund Particulars	means Part B of the Private Placement Memorandum providing the details of each Sub-Fund.
Subscription Agreement	means the agreement between a prospective Well-Informed Investor and the Company on behalf of one or more Sub-Fund(s) under which such investor commits to subscribe for Ordinary Shares and the Company expressly accepts such investor.
Total Assets	means the aggregate book value of the assets of the relevant Sub-Fund on such date as set forth in a balance sheet prepared as of such date using Luxembourg GAAP, which shall include all Assets (including but not limited to cash, cash equivalents, securities, fixed assets and Real Estate Assets) including, non-value items such as deferred costs.
Sub-Fund Particulars	means Part B of the Private Placement Memorandum providing the details of each Sub-Fund.
Transfer Agent	means the entity acting as the Company's registrar and transfer agent in Luxembourg, as indicated in the Private Placement Memorandum.
UCI(s)	means undertaking for collective investment.
U.S. Person	means an U.S. Person as defined in Regulation S in the U.S. Securities Act of 1933.
U.S. Securities Act of 1993	means the U.S. Securities Act of 1933, as amended and/or replaced from time to time.
Valuation Day	means the calendar day as of which a NAV is calculated in accordance with article 21 of the Articles. Valuation Days will generally occur at least once a year on December 31 st . In addition on any other date with reference to which the General Partner approves the pricing of an issue or redemption of Ordinary Shares.
Well-Informed Investor	means an Institutional Investor, a Professional Investor or an Other Well- Informed Investors in accordance with article 2 of the SIF Law.

Title I. Denomination, Duration, Object, Registered Office

Art. 1. Denomination. The Company exists among the subscribers and all those who become owners of Shares, in the form of a société en commandite par actions within the meaning of the Lux 1915 Law, qualifying as an investment company with variable share capital, société d'investissement à capital variable, governed by the SIF Law under the name of GREENFINCH GLOBAL INVEST FUND, S.C.A, SICAV-FIS.

In accordance with the SIF Law, the Company is organised as a multiple Sub-Funds or umbrella fund company, i.e. composed by several different Sub-Funds (compartiments). Each Sub-Fund constitutes a separate pool of assets and liabilities and is represented by a specific Class or Classes of Shares.

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period.

The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 3. Object. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in Assets with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the result of the management of its Assets.

The Company may take any measure and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted by the SIF Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Title II. Share Capital, Sub-Funds, Classes of Shares

Art. 5. Share Capital - Issue and Subscription of Shares.

5.1 Share Capital The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net Assets of the Company pursuant to article 21 hereof. The minimum capital shall be as provided by the SIF Law i.e. currently one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or the equivalent in any other freely convertible currency.

The share capital of the Company shall be represented by two types of Shares of no par value:

- the Management Shares which shall be reserved to the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company and which may give its holder the right to receive a remuneration in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum; and

- the Ordinary Shares which shall be subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires).

The Company will issue within each Sub-Fund one hundred Management Shares which will all be subscribed and held by the General Partner. Management Shares will represent Class O. The various Sub-Funds will be numbered and the Shares of Class O will refer to such numbering. As a consequence the Management Shares in Sub-Fund 1 will be numbered O1 and the Management Shares in Sub-Fund 2, if any, would be numbered O2, etc. The Management Shares are not redeemable and do only carry a right to a Management and/or Performance Fee, if any.

As holder of the Management Shares, the General Partner incurs a joint and several liability for all liabilities of a Sub-Fund which are not covered by the Assets of such Sub-Fund. According to article 107 of the Lux 1915 Law, the Shares in Classes O confer upon its owner the function of General Partner of the Company and its Sub-Funds following the rules set out in these Articles and the Private Placement Memorandum.

Each Ordinary and Management Share shall confer upon its holder the right to one vote on all matters coming before general meetings of Shareholders. A resolution amending the Articles may only be validly adopted if approved by the Shareholders holding Management Shares, except for the application of article 6 of these Articles.

The Ordinary Shares may, as the General Partner shall determine, be of different Classes and the proceeds of the issue of each Class shall be invested in such Assets as determined for the corresponding Sub-Fund from time to time by the General Partner and described in the Private Placement Memorandum.

Each Sub-Fund is authorised to issue Ordinary Shares in several Classes, differing with respect to but not limited to (i) investor profiles, (ii) sales and redemption charge schedules, (iii) management and advisory fee structures, (iv) fees for distribution, redemption, conversion, shareholder services or other fees, (v) voting rights, (vi) the currency or currency unit in which the Class may be quoted (vii) such other features as may be determined by the General Partner from time to time in compliance with applicable law.

The Company will issue within each Sub-Fund Class A Ordinary Shares which shall be held by ordinary Shareholders (actionnaires commanditaires). Class A Ordinary Shares will refer to the different Sub-Funds by including the identification number of each Sub-Fund behind the letter A. The General Partner may establish portfolios of Assets constituting each a Sub-Fund within the meaning of article 71 of the SIF Law represented by one or several Class(es). The investment objectives and restrictions of a relevant Sub-Fund may differ from those of the other Sub-Funds. The features of a Class may differ from those of other Classes.

As between Shareholders, each portfolio of Assets constituting a Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the Shares issued by such a Sub-Fund. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's Creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it and there shall be no cross liability between the Sub-Funds.

The General Partner may create each Sub-Fund or Class for either an unlimited or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Sub-Fund or Class, in accordance with article 19 below. In respect of the relationships between the Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net Assets attributable to each Class shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR at the applicable exchange rate and the capital shall be the total of the net Assets of all the Classes. The capital of the Company equals the total of the net Assets of all the Classes of all Sub-Funds.

5.2 Issue and Subscription of Shares

The General Partner is authorised without limitation to decide on further subscription periods and on further issue dates and to issue further Ordinary Shares at any time with or without reserving the existing Shareholders a pre-emptive or first refusal right for the subscription of the Ordinary Shares to be issued.

Pre-emptive or first refusal rights in favour of existing Shareholders may exist with respect to any subsequent offerings according to the conditions defined in the relevant Sub-Fund Particulars in which case any subsequent offering will be communicated in writing to existing Shareholders prior to prospective Shareholders. Any further issue of Ordinary Shares other than an issue to Shareholders pro rata to the then existing holdings shall be made at a price not lower than the then last available Net Asset Value. Any issue may however also be made at an Issue Price lower than the then last available Net Asset Value per Share, less the price payable for preferential subscription rights, if any, provided that all existing Shareholders will be granted the possibility to realize their corresponding preferential subscription rights.

The General Partner reserves the right and has discretionary authority to refuse any application for Shares and to determine any application and offering terms and conditions.

In any Offer, the issue price per Share may include an amount representing a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the relevant Sub-Fund when proceeding to the issue and to investing the proceeds of the issue. In addition to the issue price, an issue commission of up to 5% of the subscription amount may be charged by the General Partner to the investors and may be paid to the agents active in the placing of the Shares.

When prior to an issue of Shares, the Company has accrued a distributable profit to be distributed to the Ordinary Shares in the course of the financial year (including the newly issued Ordinary Shares), the General Partner has the authority to increase the issue price by the amount deemed appropriate to equalize the distributable profit accrued to existing Ordinary Shares in order to keep unchanged the contemplated distribution per Share, while respecting equity amongst the Shareholders.

The issue price thus determined shall be payable on the dates and according to modalities determined by the General Partner, where the payment date shall be the same day for all the Shares of the same Class issued on the same issue date. The General Partner may decide to issue Shares which are partially paid-in and determine the time frame and modalities of their full payment in one or more drawdowns, as further detailed in the Private Placement Memorandum.

Ordinary Shares shall only be issued after reception of the full issuing price on the payment date communicated to the investors by the General Partner.

The General Partner may decide to issue Shares against contributions in kind provided such contributions are compatible with the Company's guidelines and restrictions and are valued in accordance with the principles set out in the Private Placement Memorandum. Furthermore such contributions have to be made in accordance with articles 26-1 and 26-2 of the Lux 1915 Law and may be subject to an auditor's report being established by an authorised réviseur d'entreprises agréé. Such valuation report will be established at the expense of the relevant Shareholder.

The General Partner may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Ordinary Shares to be issued and to deliver them.

A Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold, securities to be issued or issued by one or more Sub-Funds without the Company being subject to the requirements of the Lux 1915 Law with respect to the subscription, acquisition and/or holding by a company of its own Shares, under the condition however that:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these securities are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net Assets of the Company for the purpose of verifying the minimum threshold of the net Assets imposed by the Law; and
- there is no duplication of management/subscription or repurchase fees between those at the level of the Sub-Fund of the Fund having invested in the target Sub-Fund and this target Sub-Fund.

Title III. General Partner

Art. 6. General Partner, associé-gérant commandité. The General Partner or associé-gérant commandité of the Company shall be GREENFINCH CAPITAL MANAGEMENT S.A., a company organised under the laws of Luxembourg. The General Partner is as such solely responsible for managing all the aspects of the activity of the Company with the exception of those aspects which either the Articles or the Lux 1915 Law reserve to the general Shareholder meeting.

The General Partner may not be removed from its capacity as general partner of the Company in any event except for established gross negligence or willful misconduct. In such case, the General Partner may only be replaced upon a final court decision initiated at a request approved by a resolution of the Shareholders provided that at least one half of the Ordinary Shares issued are present or represented and such resolution has been approved by at least three fourth of the votes of the Ordinary Shares either present or represented. For the avoidance of doubt, the General Partner may not vote with respect to such resolution.

Art. 7. Limited Shareholders, actionnaires-commanditaires. The holders of Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and otherwise and shall only be liable for payment to the Company of the full issuing price.

Art. 8. Shares and Share register. The rights attached to the Shares are set forth in the Lux 1915 Law insofar as these are compatible with the SIF Law.

Shares are exclusively restricted to investors who qualify as Well-Informed Investors within the meaning of article 2 of the SIF Law. This restriction is not applicable to the General Partner or the Directors. The Company will not recognize nor register any transfer to an investor who does not provide valid proof of his/her/its status as Well Informed Investor. Ordinary Shares may not be pledged, transferred or assigned without the prior written approval by the General Partner. The General Partner may in its discretion and without motivating refuse to register such pledge, transfer or assignment. Any pledge, transfer or assignment has to be approved in writing by the pledgee, transferee or assignee prior to the pledge, transfer or assignment of all the current obligations of the transferor.

The Management Shares and the Ordinary Shares shall generally be issued in registered form, with up to 3 decimals unless otherwise specified in the Private Placement Memorandum. A register of registered Shares shall be kept by the Transfer Agent on behalf of the Company and such register shall contain the name of each owner of the Shares, his residence or registered office or elected domicile as indicated to the Company, the number of Shares and the relevant Class. The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences his right of ownership of such Shares.

A confirmation statement will be issued upon issuance of the Shares. Share certificates shall, in principle, only be issued upon special request by a Shareholder and be signed by the General Partner. Such signature shall be made either by hand or printed. The Shares will be issued without indication of a nominal value. Unless otherwise specified in the Private Placement Memorandum, there will be no limit on the number of Ordinary Shares to be issued. The Company recognizes only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney shall imply a suspension of all rights attached to such Share(s).

Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer to be made in the Register upon delivery to the Company of the transfer form provided therefore by the General Partner along with other instruments of transfer satisfactory to the General Partner.

Art. 9. Voting rights. The rights attached to the Shares are set forth in the Lux 1915 Law, insofar as these are compatible with the SIF Law.

Fractions of Shares do not carry any voting right. Unless otherwise provided each Ordinary Share carries one vote at all meetings of Shareholders.

The Shares of a specific Class carry the same voting rights, if any, as well as identical rights with respect to dividends, redemptions and liquidation proceeds attributable to such Class.

Title IV. Shareholders General Meeting

Art. 10. Shareholder's Meetings. Any regularly constituted meeting of the Shareholders shall represent the entire body of Shareholders. Its validly approved resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the Shares of a Sub-Fund held by them. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any change in these Articles resulting in a change of the rights of a specific Class has to be approved by both the general meeting of Shareholders and the Shareholders' meeting of the Class concerned.

Any resolution of the Shareholders' meeting amending the Articles or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

Art. 11. Date and place of the Shareholder's general meeting. The Annual General Meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the third Thursday of the month of April at 3:00 p.m.

If such a day is not a Business Day, the Annual General Meeting shall be held on the next following Business Day.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notice.

Art. 12. Organisation of the general meetings of Shareholders. All general meetings of Shareholders shall be presided over by the General Partner.

The quorum and convening formalities required by law shall govern the general meetings of Shareholders, unless otherwise provided herein.

A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, fax or telex.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be validly adopted by a simple majority of the votes cast.

Resolutions which relate exclusively to a specific Sub-Fund will be validly adopted, unless otherwise required by law or provided herein, by a simple majority of the votes cast expressed by the Shareholders of the relevant Sub-Fund.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Art. 13. Meeting notice. Shareholders will meet upon call by the General Partner, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address indicated in the Register. The agenda shall be prepared by the General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the General Partner may add one or more supplementary agenda item(s).

Art. 14. General Partner. The General Partner has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Company and its Sub-Funds. All powers which are not reserved by Luxembourg law and by these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

The General Partner shall determine the investment and borrowing policy of the Company and its Sub-Funds, subject to such restrictions as may be set forth by Luxembourg law or regulation and as the General Partner shall determine.

The General Partner may form Advisory Boards and/or committees and give them advisory functions if deemed necessary for the operation and management of the Company and its Sub-Funds.

According to article 107 of the Lux 1915 Law, the General Partner may appoint one or more managers who will carry out the management of the Company (each a "Manager") and who will be liable in accordance with article 59 of the Lux 1915 Law.

The General Partner and/or any Manager may appoint advisors, risk managers, administrative or other agents and may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, the representation and performance of mandates for the interest or on behalf of the Company or its Sub-Funds and the determination of their remuneration to be borne by the Sub-Fund(s) concerned.

The General Partner and/or any Manager may also appoint officers to the Company it considers necessary for the operation and management of the Company. Such officers shall have the powers and duties given to them by the General Partner and need not to be Directors or Shareholders.

The General Partner and/or any Manager may delegate (i) the day-to-day management of one or more Sub-Fund(s) to one or more persons or committees of its choice, (ii) attributions or special mandates or allocate permanent or temporary functions, including the powers to bind the Company in this respect to persons of its choice by notarial deed or private agreement. The General Partner and/or any Manager may in particular appoint executive directors, conducting officers, form committees, employ staff members and determine their competence, power of sub-delegation under its responsibility and supervision of some of these functions to third parties, in particular to portfolio managers, investment advisors or placement agents.

Art. 15. Management Fees. The General Partner is entitled to obtain a management and/or Performance Fee.

Art. 16. Signature. The Company shall be bound by the joint signatures of any two Directors or by the individual or joint signatures, as the General Partner shall determine, of any other persons to whom general or special authority shall have been delegated by the General Partner.

Art. 17. Indemnification. The Company, subject to the segregation of liabilities between Sub-Funds, will indemnify the General Partner, the investment advisor, the Custodian Bank and all the other service providers of the Company and their respective Shareholders, Directors, officers, employees, agents, advisers, partners, members, affiliates and personnel against claims, liabilities, damages, costs and expenses, including legal fees, judgments and amounts paid in settlement, incurred by them by reason of their activities on behalf of the Company or the Investors, of their being or having been a Director or officer of the Company, or, at their request, of any other entity of which the Company is a shareholder or Creditor and from which they are not duly indemnified, provided that this indemnity shall not apply in cases of fraud, gross negligence, willful default or bad faith; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to

be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which they may be entitled.

Art. 18. Auditor. The Annual General Meeting of the Shareholders shall appoint an external and independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) who takes on the duties laid down by the SIF Law. The Auditor shall be appointed by the Annual General Meeting of Shareholders for a period ending at the date of the next Annual General Meeting of Shareholders and until their successors are elected. The Auditor in office may be removed at any time by the general meeting of Shareholders with or without cause.

Art. 19. Repurchase, Conversion and Transfer of Shares. The following provisions do not apply to the repurchase, conversion and/or transfer of the Management Shares.

19.1 Repurchase The Company is an open-ended investment fund, Sub-Funds of which may be either open-ended with unlimited duration or closed-ended with limited duration. In a closed-ended Sub-Fund, the Company does not repurchase its Shares upon the request of the Shareholders.

However, the General Partner may mandatorily redeem some or all of the Ordinary Shares in one or more Sub-Fund (s) at such dates and under such conditions as determined by the General Partner in the Private Placement Memorandum.

The Company may mandatorily redeem Ordinary Shares of a specific Sub-Fund within the limits of Luxembourg laws and these Articles whenever the General Partner considers a redemption to be in the best interests of the Shareholders concerned, which could for example be the case, i) if the specific Sub-Fund holds net proceeds for distribution for example further to the disposal of an asset; ii) if the value of the Assets of a Sub-Fund fall below the threshold which the General Partner deems under its discretion required for allowing efficient management, iii) in case of deterioration of the economic or political situation or iv) in other circumstances detailed in the Private Placement Memorandum. At the option of the General Partner, Ordinary Shares may be redeemed pro rata to the participation of each Shareholders of the specific Sub-Fund.

In case of redemption, the redemption price will be based on the Net Asset Value per Share, unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum.

No fee shall be payable with respect to any redemption except stated otherwise in the Private Placement Memorandum.

The redemption price may be higher or lower than the price paid by the Shareholder at the time of subscription or acquisition. The moneys payable on redemption shall be paid upon presentation of the relevant documents and Ordinary Share certificates, if any, within the period determined by the General Partner but which shall not exceed 30 Business Days from the dated fixed for redemption.

Payment shall be made by bank transfer to an account indicated by the Shareholder. The redemption price shall be payable in Euro. Ordinary Shares redeemed by the Sub-Fund shall be cancelled at the discretion of the General Partner.

A Sub-Fund shall have the right, if the General Partner so determines, to settle the payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in kind by allocating to the Shareholder one or more Asset(s) of the Sub-Fund equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of Assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Sub-Fund.

The valuation used for the distribution shall be confirmed by a special report of an external and independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), unless the value has been appraised by the independent property valuer of the Company less than 6 months prior to the distribution and there has been no substantial change in the economic conditions on which this valuation was based. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

In addition thereto, Ordinary Shares may be redeemed compulsorily if the Shareholder ceases to be or is found not to be a Well-Informed Investor in the meaning of article 2 of the Law or if the Shareholder is or becomes a Prohibited Person in the meaning of article 20 of these Articles.

The Company will not proceed to redemptions during any period of temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value. The suspension of redemptions will be notified to any Shareholder who has introduced a redemption request directly with the Registrar and Transfer Agent. The redemption requests will be taken into account at the first Business Day following the end of the period of suspension.

If the redemption requests linked to a specific Valuation Day exceed 10% of the Net Asset Value of a Sub-Fund the General Partner has the discretionary power to apply a proportional decrease of each request linked to that Valuation Day in taking into account the interests of the other Shareholders as far as possible, in order to avoid that more than 10% of the Shares of a Sub-Fund are redeemed or converted on that First Valuation Day.

If a request is not fully satisfied at the First Valuation Day, the remaining balance arising from the decrease of the request will be considered as an additional request for the next Valuation Day, and if necessary, the next Valuation Days. At the next Valuation Days these redemption requests linked to the First Valuation Day will be processed in priority over subsequent redemption requests introduced for the next Valuation Days by respecting the modalities of the preceding sentence. Within the scope of this procedure conversions are deemed to be redemptions.

19.2 Conversion

Shareholders may in principle not apply for any Ordinary Shares of any Sub-Fund to be converted into Ordinary Shares of another Sub-Fund or another Class of Shares, except if provided otherwise in the Private Placement Memorandum.

Any conversion shall be subject to the prior written approval by the General Partner, unless provided otherwise in the Private Placement Memorandum.

The General Partner may proceed to the conversion of Ordinary Shares according to provisions to be defined in the Private Placement Memorandum in instances such as but not limited to the contribution of Assets of a Sub-Fund to another Sub-Fund.

Investors should take notice that a conversion of Ordinary Shares according to the Private Placement Memorandum will be treated as redemption of Ordinary Shares and a simultaneous subscription of Ordinary Shares. A converting shareholder might therefore realise a taxable gain or loss in connection with the conversion under the domestic laws of his country of residence.

19.3 Transfer

Shareholder cannot sell, assign or transfer any of its Ordinary Shares other than in accordance with the following cumulative conditions:

- The prior written consent of the General Partner. The General Partner may, in its discretion and without indicating any reason therefore, decline to approve such transfer.
- The relevant purchaser, transferee or assignee (the "Transferee") qualifies as a Well-Informed Investor and meets the criteria provided in the Private Placement Memorandum.
- The Transferee fully and completely assumes in writing any and all at such time remaining obligations relating to its position as a holder of Ordinary Shares of the vendor or transferor of Shares (the "Transferor") under the subscription documents entered into by the Transferor;
- The Transferor remains jointly and severally liable with the Transferee for any and all at such time remaining obligations relating to its position as holder of Ordinary Shares;
- The Transferor irrevocably and unconditionally guarantees towards the Company, and the General Partner, as applicable, the due and timely performance by the Transferee of any and all obligations relating to its position as holder of Ordinary Shares of the Transferee (whether assumed from the Transferor, or incurred by the Transferee), and shall hold such parties harmless in that respect, to the extent permitted by law; and
- The Transferor acknowledges that it may be required to provide identity evidence required by any applicable laws and regulations relating to anti-money laundering checks. The subscription for Ordinary Shares and any future transactions shall not be processed until such information is received.

In addition, each Shareholder agrees that it will not pledge any of its Ordinary Shares without the prior written approval of the General Partner.

Art. 20. Ownership of Shares. The General Partner may restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any person, firm or corporate body, if in the judgment of the General Partner such holding may be detrimental to the Company or the majority of its Shareholders; if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof it may have adverse regulatory, fiscal or other consequences, in particular if as a result thereof the Company would become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being herein referred to as "Prohibited Person").

In particular, the issue and sale of Ordinary Shares is only allowed to Well-Informed Investors in the meaning of article 2 of the SIF Law.

The General Partner is entitled to impose stricter conditions as those required by article 2 of the Law.

U.S. Persons may constitute a specific category of Prohibited Persons. For such purposes the General Partner may:

- (i) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and
- (ii) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and
- (iii) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and
- (iv) where it appears to the General Partner that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such shareholders to sell their Shares and to provide to the General Partner evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the General Partner may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The General Partner shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the liquidation price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall

thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the Shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and, in the case of registered Shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer Shares, the certificate or certificates representing such Shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the “liquidation price”) shall be an amount based on the last Net Asset Value minus any write-downs and any associated costs.

(3) Payment of the liquidation price will be made available to the former owner of such Shares as soon as practicable and at the latest during the liquidation procedure without bearing any interest. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them nor any claim against the Company or its Assets in respect thereof, except the right to receive the liquidation price.

(4) The exercise by the General Partner of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the General Partner at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the General Partner in good faith.

Title III. Net Asset Value of the Shares

Art. 21. Net Asset Value.

21.1. Calculation

For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price per Share, the Central Administrator shall calculate the Net Asset Value per Share of each Sub-Fund and its related Class(es) on each Valuation Day and under such frequency as determined by the General Partner from time to time, but at least once a year on December 31st. On any other Business Day, the General Partner may decide to determine a Net Asset Value to be used for information purposes only.

The Net Asset Value of each Sub-Fund, respectively each Share Class, shall be expressed in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund, respectively the relevant Share Class. If the Reference Currency of the Class concerned is different from the Reference Currency of the corresponding Sub-Fund, the net Assets of the Sub-Fund attributed to the Class valued in the Reference Currency of the Sub-Fund shall be converted into the Reference Currency of the Class concerned at the then applicable exchange rate.

The Net Asset Value of a specific Class on a given Valuation Day corresponds to the net Assets attributable to such Class on such Valuation Day, meaning the value of the Assets attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class determined according to the valuation rules hereunder, adjusted with the value of the Assets and liabilities relating to that Class on that Valuation Day, represents the total Net Asset Value attributable to that Class of Shares on that Valuation Day.

The Net Asset Value per Share of that Class on a Valuation Day amounts to the total Net Asset Value of that Class on that Valuation Day divided by the total number of Shares of that Class outstanding on that Valuation Day, rounded up or down to the nearest whole unit of the relevant Reference Currency. For the avoidance of doubt, the unit of a Reference Currency is the smallest unit of that currency (e.g. if the Reference Currency is EUR, the unit is the cent).

If, subsequently to the close of business on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuation of a substantial portion of the investments of a Sub-Fund, the General Partner may, in order to safeguard the interests of the Sub-Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription and redemption requests shall be treated on the basis of this second valuation.

Assets of the Sub-Fund

Except as otherwise may be provided in the Sub-Fund Particulars, the Assets attributable to a Sub-Fund shall notably include:

- 1) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest up to valuation day of the Company attributable to the Sub-Fund;
- 2) all bills and notes payable on demand and any accounts receivable by the Company on behalf of the Sub-Fund (including the proceeds from the sale of securities which have not yet been collected);
- 3) all Shares or units in UCIs, all derivatives, Shares, bonds, debentures, options, contracts, subscription rights, warrants stocks, time notes, certificates of deposit and any other securities, financial instruments and similar Assets owned or contracted for by Company on behalf of the Sub-Fund, provided that the General Partner may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights;
- 4) all stock dividends, all dividends and distributions in cash or in kind to be received by the Company on behalf of the Sub-Fund to the extent known by the General Partner;
- 5) all accrued interest on any interest bearing securities held by Company on behalf of the Sub-Fund, except to the extent that such interest is included or reflected in the value of the principal thereof;

6) all Real Estate Assets owned by the Company or its Specific Investment Vehicles on behalf of the Sub-Fund, including accrued rents on any real estate properties except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset; it being understood that a Real Estate Asset may be owned by the Company for the account of several Sub-Funds for the purposes of attributing separate investment components resulting thereof;

7) all private equity investments owned by the Company or its Specific Investment Vehicles on behalf of the Sub-Fund, including accrued income on any private equity investment except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such private equity investment; it being understood that an participations may be owned by the Company for the account of several Sub-Funds for the purposes of attributing separate investment components resulting thereof;

8) the liquidation value of all call or put options and other forward contracts the Company has an open position in on behalf of the Sub-Fund;

9) the incorporation expenses of the Company as well as the cost of issuing and distributing Shares and similar preliminary expenses attributable to the Sub-Fund to the extent not written off; and

10) all other Assets of any kind and nature of the Company attributable to the Sub-Fund, including prepaid expenses.

Determination of Asset Value

Except as otherwise may be provided for in the Sub-Fund Particulars, the value of Assets shall be determined as follows:

In calculating the Net Asset Value, income and expenditure of material relevance are treated as accruing daily, as far as possible and unless decided otherwise by the General Partner.

1) Real Estate Assets as defined in the Private Placement Memorandum owned by the Company or by a Specific Investment Vehicle on behalf of a Sub-Fund shall be valued at fair value, determined by the independent property valuer according to the valuation method.

Any such valuation may be used twelve months following its determination unless there is a change in the general economic situation or in the condition of the relevant Real Estate Asset which requires a new valuation to be carried out under the same conditions as the annual valuation. Until such new valuation, unless decided otherwise by the General Partner, any improvements or developments may be taken into account on the basis of the acquisition price thereof, including all connected costs, fees and expenses.

Real Estate Assets are valued at fair value estimated with prudence and in good faith under the responsibility of the General Partner.

If such Assets consist in securities listed on a stock exchange or dealt on another Regulated Market the stock exchange or market value is taken into consideration for the determination of the fair value. If such Assets consist in shareholdings in unlisted companies, the General Partner shall value such interests at fair value by taking into account factors such as the appraised by a third party, if available, the Fair Value of the underlying Assets, the degree by which the entity's operating results are materially in line with the General Partner's expectations and/or forecasts or the terms of sales, completed by other shareholders of the entity or entities in the same sector of activity, to investors which are not an entity directly or indirectly controlling, controlled by, or under common control with the seller. Once a privately held company has completed its initial public offering and its Shares are traded on an established market, the stock exchange or market value is taken into consideration.

The General Partner shall outline the accounting principles applied for the consolidation of the accounts of the Company and of the Sub-Funds with the accounts of the relevant Specific Investment Vehicles.

The inventory of properties included in the Annual Reports of the Company will, for each category of property held by the Company or its Specific Investment Vehicles, indicate the aggregate of the purchase price or cost, the insured value, the fair value and the fair value attributable to each Sub-Fund.

For accounting purposes, the General Partner may determine to aggregate several real estate Assets of the same type into a single asset, based on economic or legal considerations or other external factors.

2) The valuation of private equity investments (such as but not limited to equity, subordinated debt and other types of mezzanine finance) will be based on the International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines, as published from time to time by the EVCA, and is conducted with prudence and in good faith.

3) The value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be deemed the full amount thereof, unless such amount is unlikely to be paid or received in full, in which case the General Partner shall determine the value adjustments it considers appropriate and which shall be deducted to reflect the fair value thereof.

4) The value of all transferable securities not in scope of section 1) above which are listed on an official stock exchange or traded on any other Regulated Market will be valued at the last available price on the principal market on which such securities are traded, as provided by a pricing service approved by the General Partner. If the General Partner considers that such prices are not representative of the fair value, it will determine such value in good faith on the basis of their foreseeable realisation value.

5) The value of securities not in scope of section 1) above which are not listed or dealt on any Regulated Market will be valued at the last available price in Luxembourg, unless such price is not representative of their fair value; in which case such value will be determined in good faith by the General Partner on the basis of their foreseeable realisation value.

6) The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on Regulated Markets, stock exchange or other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Company, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on Regulated Markets, stock exchange or other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on Regulated Markets, stock exchange or other Regulated Markets on which the particular futures, forward or option contracts are dealt in by the Company; provided that if a futures, forward or option contract could not be liquidated on the day with respect to which net Assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable.

7) Other Assets will be valued at fair value determined prudently and in good faith by and under the direction of the General Partner in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Sub-Funds and off-balance-sheet Commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The General Partner, in its discretion, may permit any other method of valuation if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset held by a Sub-Fund.

The value of all Assets and liabilities expressed in a currency other than the Reference Currency will be converted at the exchange rates applicable on the Valuation Day.

Sub-Fund Liabilities

Except as otherwise may be provided for in the Sub-Fund Particulars, the liabilities of the Sub-Fund shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable by the Company on behalf of the Sub-Fund;
- 2) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations involving payments in cash or in kind, including dividends to be distributed by the Company on behalf of the Sub-Fund but not yet paid;
- 3) an appropriate reserve, authorised and approved by the General Partner, covering in particular charges and risks linked to the investments of the Company, if any, attributable to the Sub-Fund, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities attributable to the Sub-Fund; and
- 4) any other liabilities of the Company attributable to the Sub-Fund of any kind and nature except liabilities represented by Shares of the Company. For determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses to be borne by the Company which shall include without limitation (i) formation and reorganisation expenses, (ii) fees and charges payable to the General Partner or its Directors (including all reasonable out of pocket expenses), investment managers, investment advisors, accountants, Custodian Bank, registrar, transfer agent and Paying Agent, Central Administrator, administrative, corporate and domiciliary agents, brokers and permanent representatives in countries where the Company is subject to registration, nominees and any other agents used by the Company, (iii) any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, (iv) fees for legal, fiscal and auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing and distributing the Private Placement Memorandum, explanatory memoranda, audited Annual Reports, periodical reports or registration statements, the cost of convening and holding Shareholders' meetings, (v) the cost related to the issue, purchase, sale, conversion or redemption of Ordinary Shares or for making distributions (vi) all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling Assets, interest and communications, (vii) all expenses related to the trading Assets of each Sub-Fund (including but not limited to, brokerage commissions market data services, research expenses and news services, other research expenses, interest expenses, consultant expenses, expenses incurred in connection with due diligence, travel expenses related to investment and currency hedging expenses) and (viii) all insurance premiums related to the investment business of the Company including, without limitation, Directors and officers insurance, professional liability insurance, and all litigation related and indemnification expenses related to the investment business of the Company as well as premiums in the context of country specific investment insurance programs and (ix) any employees, agents, managers and other personnel of the Company and/or one or more Sub-Funds, and (x) any reasonable out-of-pocket expenses.

For the purposes of valuating of its liabilities, the General Partner may duly take into account all administrative and other expenses which are regular or recurrent by estimates for the entire year or any other period and by spreading the estimated amount proportionately over the relevant fractions of such period. The Assets, liabilities, Commitments, fees and expenses, which are not directly attributable to specific Sub-Funds, will, at the discretion of the General Partner, be attributed in equal fractions to the different Sub-Funds or in proportion to the Net Asset Value of each Sub Fund at the beginning or end of the period or in average.

Shares to be issued according to the Private Placement Memorandum shall be considered issued at the end of the valuation day of their issue and thereafter their issue price shall be considered as an amount receivable by the Company until payment is received. Shares to be redeemed shall be considered issued and outstanding until the end of the valuation day applied to such redemption and thereafter their price shall be considered as a liability until payment is made.

For the purpose of determining the Net Asset Value of the Sub-Funds, the Central Administrator, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and

exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided by (i) various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e. Bloomberg, Reuters) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, or (iii) by specialists, such as investment banks, Independent Valuer or accounting and audit firms within an international network, duly authorised to that effect by the General Partner.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fail to provide valuations to the Central Administrator, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the Central Administrator is authorised not to stop the Net Asset Value calculation and may as a result be enabled to determine subscription, conversion and redemption prices. If such situation arises the General Partner shall be informed immediately by the Central Administrator. The General Partner may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with the procedures described here below.

The capital of the Company shall at any time be equal to the net Assets of the Company. The net Assets of the Company are equal to the aggregate of the net Assets of all Sub-Funds, such Assets being converted into EUR when expressed in another currency.

In the absence of bad faith, negligence or gross error, any decision taken by the Company, the Central Administrator or by a delegate of the Company in calculating the Net Asset Value or the Net Asset Value per Share, shall be final and binding on the Company and past, present or future Shareholders.

21.2. Suspension of the calculation

The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value per Share and/or the issue, redemption and conversion of Shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

a) in the event of the closure, for periods other than normal holidays, of a stock exchange or other regulated and recognised market which is operating regularly and is open to the public and which supplies prices for a significant part of the Assets of one or more Sub-Funds, or in the event that transactions on such an exchange or market are suspended, subject to restrictions or impossible to be executed in the required quantities;

b) when there is a breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments of a Sub-Fund or the current price on any investment exchange or when for any reason the prices of any investments cannot be promptly and accurately ascertained;

c) where exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions on one or more Sub-Fund's behalf or where purchase or sale transactions on its behalf cannot be executed at normal exchange rates;

d) where factors dependent inter alia upon the political, economic, military or monetary situation, and which are beyond the control, responsibility and means of action of the Company, prevent it from having disposal of its Assets or from determining their Net Asset Value in a normal or reasonable way;

e) following any decision to dissolve one, several or all Sub-Funds;

f) where the market of a currency in which a significant part of a Sub-Fund's Assets is expressed is closed for periods other than normal holidays, or where transactions on such a market are either suspended or subject to restrictions; or

g) to establish the exchange parities in the context of a merger, contribution of Assets, splits or any restructuring operation by one or more Sub-Funds.

In addition, in order to prevent market timing opportunities arising when a Net Asset Value is calculated on the basis of market prices which are no longer up to date, the General Partner is authorised to suspend temporarily issues, redemptions and conversions of Shares of one or several Sub-Fund(s) when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the Assets of one or several Sub-Fund(s) are closed.

In exceptional circumstances that may adversely affect Shareholders' interests, or in the event of significant issue, redemption or conversion requests or insufficient market liquidity, the General Partner reserves the right to determine the Net Asset Value per Share in a Sub-Fund only after it has effected the necessary purchases and the sales of securities, financial instruments or other Assets on the relevant Sub-Fund's behalf. In this case, any subscriptions, redemptions and conversions simultaneously pending shall be executed on the basis of one single Net Asset Value per Class within the relevant Sub-Fund.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value, of the issue, redemption or of the conversion of Shares, shall be notified to the Shareholders in an appropriate manner.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares in the relevant Sub-Fund. Following such notification the Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application for redemption or conversion. In absence of such notification the request shall be dealt with on the next Valuation Day. Redemptions and conversions are subject to the rules set out in chapter 9 of the Private Placement Memorandum.

The suspension measures provided for in the articles may be limited to one or more Sub-Funds.

Title V. Accounting year and distribution

Art. 22. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall end on the 31st December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in euro.

Art. 23. Distribution. The General Partner shall propose each year the allocation of the financial results of the Company to the Shareholders. Distributions, including interim dividends, may be made to the largest extent permitted by law.

The Annual General Meeting will, upon proposal by the General Partner and within the limits provided by laws, determine how the balance of net profits, if any, shall be disposed of and from time to time may declare, or authorize the General Partner to declare, dividends and distributions in respect of such amounts to Shareholders. Distributions can be made on the basis of unaudited accounts if approved by the General Partner.

For avoidance of doubt, distributions may be made irrespective of any profits, realised or unrealised capital gains or losses provided that no distributions of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

Interim dividends may be paid at any time to the holders of Ordinary Shares upon decision of the General Partner.

The dividends declared may be paid in the Reference Currency of the relevant Class of Shares or in such other currency as selected by the General Partner and may be paid at such places and times as may be determined by the General Partner. The General Partner may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The General Partner may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as the General Partner may set forth.

A dividend declared but not claimed on a Share within a period of five (5) years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such Share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared pending their collection.

Title VI. Liquidation

Art. 24. Liquidation merger and demerger.

24.1 Conducting of the liquidation In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by the General Partner acting as Liquidator. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the SIF Law and the Lux 1915 Law.

Any decision or order of liquidation will be notified to the Shareholders and published, need be, in accordance with the SIF Law.

The Liquidator shall proceed with the orderly sale or liquidation of the Assets of the Sub-Fund and shall abide by the terms of the agreements signed by the Company with respect to each Sub-Fund, apply and distribute the proceeds of such sale or liquidation in the following order of priority, unless otherwise required by law: first, the Liquidator shall pay all expenses of the liquidation, second, it shall pay all Creditors of the Sub-Funds and of the Company, if any, in the order of priority provided by law or otherwise; third, the Liquidator will establish any reserve that it deems necessary (such reserve being remitted to the Custodian Bank), and fourth, it will pay the holders of Shares by order of priority defined for the Classes or otherwise, if any.

The Liquidator will (i) liquidate all the Sub-Fund's Assets and apply the proceeds of such liquidation in the manner set forth above and/or (ii) hire Independent Valuer to appraise the value of the Sub-Fund's Assets not sold or otherwise disposed of or determine the Fair Value of such Assets, and allocate any unrealised gain or loss determined by such appraisal to the holders of Shares as though the Assets in question had been sold on the date of distribution and, after giving effect to any such adjustment, distribute the said Assets in the manner set forth above, provided that the Liquidator shall attempt in good faith to liquidate sufficient Assets to satisfy in cash the Debts and liabilities described above.

A reasonable period shall be allowed for the orderly liquidation of the Assets of the Sub-Funds and the discharge of liabilities to Creditors so as to enable the Liquidator to minimise the losses resulting from such liquidation.

Upon the closing of the liquidation and issue of the liquidation report by the Liquidator, the Auditor shall deliver a report on the liquidation.

The liquidation of the Company and/or any of its Sub-Fund(s) shall in principle be completed within nine (9) months. Any liquidation proceeds of a Sub-Fund or of the Company shall be deposited in escrow at the Caisse de Consignation at the close of the liquidation. Amounts not claimed from escrow within the period fixed by law shall be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

24.2 Triggers and formal requirements

Unless otherwise provided in the Private Placement Memorandum, the general meeting of shareholders of any Sub-Fund may, at any time and upon notice by and with the consent of the General Partner, decide, with a quorum of 50% and at a majority 2/3 of the votes present or represented, the liquidation of a Sub-Fund. The consent by the General Partner shall not be required if the liquidation is decided upon request by a Shareholder holding at least 2/3 of the Shares in the relevant Sub-Fund.

If the Net Assets of the Company have fallen below two thirds of the legal minimum defined by the Law the General Partner will submit the question of the dissolution of the Company to the Shareholder meeting for which no quorum shall be required and which shall decide at the simple majority of the votes present or represented at the meeting. If the Net Assets of the Company have fallen below one fourth of the legal minimum defined by the Law the General Partner

will submit the question of the dissolution of the Company to the shareholder meeting for which no quorum shall be required. The dissolution may be resolved by the shareholders holding one fourth of the Shares at the meeting. The meeting must be convened so that it is held within a period of 40 days as from the ascertainment that the Net Assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Furthermore, in case the net Assets of any Sub-Fund or Class of Shares would fall below the minimum provided for each Sub-Fund in the Private Placement Memorandum or the minimum deemed required by the General Partner to operate such Sub-Fund or Class of Shares in an economic manner, or in case the interests of the shareholders will require to do so, the General Partner may, without authorisation of a general meeting, decide the liquidation of such Sub-Fund or Class.

The General Partner may also proceed, without authorisation of a general meeting, to liquidate a Sub-Fund or Class of Shares if maintaining such Sub-Fund or Class of Shares would place the Company in breach of any applicable laws, regulations or requirements of any jurisdiction or otherwise adversely affect or prejudice the tax status, residence or good standing of the Company, the Sub-Fund or the shareholders or otherwise cause the Company or the Sub-Fund or its Shareholders to suffer material, financial or legal disadvantage.

The General Partner will notify the shareholders of its decision to liquidate according to the manner required for convening notices for the general meetings of the shareholders.

Any decision by the General Partner or resolution by the meeting of shareholder of a Sub-Fund to liquidate a Sub-Fund or Class of Shares will entail cancellation of the Shares of the relevant Sub-Fund or Class and of all subscription orders, whether pending or not. Redemption and conversion requests may be accepted and dealt with during the liquidation procedure, provided the determination of the Net Asset Value can be carried out in normal circumstances.

24.3. Mergers, demergers

(1) Unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum the general meeting of shareholders of two or more Sub-Funds may decide, at any time and only upon notice by and with the consent of the General Partner, with a quorum of 50% and at the majority of 2/3 of the votes present or represented in each Sub-Fund concerned, the absorption of one or more Sub-Funds (the absorbed Sub-Fund(s)) into the remaining one (the absorbing Sub-Fund). Upon resolution by the shareholders of a concerned Sub-Fund, the Auditor will be mandated to perform assurance work in respect of the planned operation the extent and nature of which is to be defined by the shareholders' meeting, and which might in particular consist in a report on the planned operation or a certification of the exchange parity of the Shares of the relevant Sub-Funds.

(2) Unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum the general meeting of shareholders of a Sub-Fund may decide, at any time and only upon notice by and with the consent of the General Partner, with a quorum of 50% and at the majority of 2/3 of the votes present or represented, the contributions of the Net Assets of the Sub-Fund to another entity and to exchange the Shares of the Sub-Fund against equity issued by the relevant entity (following a split or consolidation if necessary and the payment to the shareholders of any amounts representing fractional entitlements).

Unless articles 26-1 or 26-2 of the Lux 1915 Law, applies and upon resolution by the shareholders of the concerned Sub-Fund, an auditor will be mandated to perform assurance work in respect of the planned operation the extent and nature of which is to be defined by the shareholders' meeting, and which might in particular consist in a report on the planned operation or a certification of the exchange parity of the Net Assets contributed and the equity issued.

All the shareholders concerned will be notified by the General Partner. In any case, the shareholders of the absorbed or contributed Sub-Fund(s) shall be offered the redemption of their Shares free of charge during a one month period starting as from the date of their being notified the decision of merger or contribution, it being understood that, at the expiration of the same period, the decision to merge will bind all the shareholders who have not chosen this option. All Shareholders concerned by the final decision to liquidate a Sub-Fund, merge or contribute different Sub-Funds will be personally notified.

(3) The general meeting of shareholders, with the quorum and majority defined for changing these Articles and upon notice by and with the consent of the General Partner, may decide to demerge the Company and constitute two or more separate companies, each composed of one or more Sub-Funds of the demerged Company. Further to such demerger the newly constituted companies will in principle adopt the form of a partnership limited by Shares ("société en commandite par actions") unless otherwise decided by the shareholders' meeting.

VII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 25. Amendments of the Articles. These Articles may be amended from time to time, upon approval of the General Partner, by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

VIII. Governing laws

Art. 26. Governing laws. The Articles are governed by and shall be construed in accordance with Luxembourg law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Lux 1915 Law and the SIF Law. Any legal disputes arising shall be subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg.

Transitory Provisions

(1) The first accounting year of the Company will begin of the date of the incorporation of the Company and will end on December 31st, 2014.

(2) The first Annual General Meeting of Shareholders will be held on the second Tuesday in June 2015 at 11:30 a.m.

Subscription

The subscribed capital of the Company is subscribed as follows:

Subscriber	Classes of Shares	Number of Shares	Subscription capital in EUR
GREENFINCH CAPITAL MANAGEMENT S.A.			
(General Partner)	Management Shares	100	100
Monsieur Franck SERTIC (Investor)	Class A Ordinary Shares	15,450	15,450
Monsieur Kindy FRITSCH (Investor)	Class A Ordinary Shares	15,450	15,450
Total		31,000	31,000

Expenses

The organisational expenses amount to one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Declaration

The notary declares that he has checked the provisions of article 26 of the Lux 1915 Law and declares expressly that the relevant provisions have been fulfilled.

Extraordinary general meeting

The Appearing Parties, representing the totality of the capital and considering themselves as duly convened, declare that they are meeting in an extraordinary general meeting and unanimously take the following resolutions:

1. As independent Auditor is appointed Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, with registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 67.895, who will do the audit of the first financial year which ends on December 31st, 2014.

2. The first Sub-Fund is named Greenfinch Global Invest Fund - Greenfinch Real Estate Luxembourg and the second Sub-Fund is named Greenfinch Global Invest - Greenfinch Value Added.

3. The registered office of the Company is located at 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the Appearing Parties, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document has been read to the Proxyholder. The Proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Signé: Sertic, Fritsch et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 juin 2014. Relation LAC/2014/27302. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2014098248/926.

(140117567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

OLFI Lux Intermediate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.355.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 159.807.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de sa société mère, OpenLink International Holdings, Inc. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2014.

Référence de publication: 2014090447/12.

(140106565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Pyrrhon S.C., Société Civile.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 85, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg E 5.379.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société par actions simplifiée de droit français «BIOVAR INVESTISSEMENTS», enregistrée auprès du R.C.S. de Metz sous le numéro 790 085 369, avec siège social au 11, rue du Neufbourg, 57 000 METZ, valablement représentée par son président, Monsieur Renato BACCARANI, administrateur de société, demeurant à 8, route de Plascassier Village des Campons 06650 Opio;

ici représenté par Monsieur Stéphane PELLET, avocat, demeurant à L-1651 Luxembourg, 85, avenue Guillaume, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 26 juin 2014;

2.- Monsieur Stéphane PELLET, avocat, né le 21 juin 1967 à Marseille (France), demeurant à L-1651 Luxembourg, 85, avenue Guillaume.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles parties comparantes, présentes ou représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire soussigné de dresser acte d'une société civile dont les parties pré-mentionnées déclarent constituer entre elles comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les comparants, une société civile qui existera entre les propriétaires actuels et futurs des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement.

Cette société sera régie par les présents statuts, ainsi que par les lois luxembourgeoises applicables et notamment par les articles 1832 à 1872 du Code civil.

Art. 2. La société a pour objet, dans la limite d'opérations à caractère strictement civil, et à l'exclusion de toutes opérations à caractère commercial: l'acquisition, la mise en valeur, la mise en location et la gestion d'un ou de plusieurs immeubles ou parts d'immeubles tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société a également pour objet, dans la limite d'opérations à caractère strictement civil, la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 3. La société prend la dénomination suivante: PYRRHON S.C., société civile.

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Art. 4. Le siège de la société est fixé à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision des associés réunis en assemblée générale.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée, prenant cours ce jour. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à une majorité de 2/3 des parts d'intérêt. La dissolution de la société n'est pas entraînée de plein droit par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé, ni par la cessation des fonctions ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Art. 6. Le capital social est fixé à deux mille euros (EUR 2.000,-), divisé en deux mille (2.000) parts d'intérêt d'une valeur nominale d'un euros (EUR 1,-) chacune.

Les parts d'intérêt ont été souscrites par les associés ci-après comme suit:

1.- BIOVAR INVESTISSEMENTS, prénommée,	
mille six cent parts	1.600
2.- Monsieur Stéphane PELLET prénommé,	
quatre cent parts	400
Total: deux mille parts d'intérêts	2.000

Toutes les parts d'intérêt sont entièrement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de deux mille euros (EUR 2.000,-) se trouve dès maintenant à la libre et entière disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Art. 7. Les parts d'intérêt ne sont représentées par aucun titre. Elles ne sont pas négociables.

Chaque année, l'assemblée des associés fixe la valeur d'une part d'intérêt.

Art. 8. La cession de parts d'intérêt doit être constatée par un acte authentique ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, la cession doit, conformément à l'article 1690 du Code civil, lui être notifiée par un acte authentique ou un acte sous seing privé ou être acceptée par la gérance dans un tel acte. Pour être opposable aux tiers, la cession doit faire l'objet d'une publicité au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Les parts d'intérêt ne peuvent être cédées même entre associés qu'avec l'agrément unanime de tous les associés. Cet agrément s'impose quelles que soient la cause et la nature de la mutation, à titre onéreux ou à titre gratuit.

A cet effet, l'associé désirant céder tout ou partie de ses parts d'intérêt, notifiera le projet de cession à chacun de ses coassociés et à la société elle-même, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Cette lettre contiendra toutes les données de l'opération. A partir de la date de la réception du projet de cession, les coassociés disposent d'un délai de trente jours calendrier pour prendre position. L'absence de réponse affirmative unanime dans ledit délai équivaut à un refus d'agrément.

En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute par le fait du décès, mais tous les héritiers, légataires et représentants de l'associé décédé, ne peuvent devenir eux-mêmes associés qu'après avoir obtenu l'agrément unanime des associés survivants. Cet agrément devra intervenir dans un délai de trente jours après notification du décès de l'associé aux autres associés moyennant lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Ces lettres sont adressées aux associés survivants à la diligence de l'héritier ou légataire le plus diligent. L'absence de réponse affirmative unanime dans ledit délai équivaut à un refus d'agrément.

Chaque fois qu'il y a refus d'agrément, les parts d'intérêts en instance de mutation seront reprises par les autres associés, proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent, au prix calculé en application de la valeur dont question à l'article 7 ci-dessus.

Pour le calcul de nombre des parts à reprendre par chaque associé, les parts en instance de mutation ne sont pas prises en considération.

Dans le cas où un associé veut céder tout ou partie de ses parts d'intérêt et qu'il y a refus d'agrément, il lui est loisible de renoncer à son projet de cession et de rester comme associé dans la société.

Art. 9. La société est gérée et administrée par un gérant.

Le gérant unique a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement par sa seule signature.

Art. 10. Chaque année au 31 décembre, il est dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Cet inventaire sera signé par tous les associés.

Les bénéfices nets constatés par cet inventaire seront partagés entre les associés. Proportionnellement à leur participation dans le capital social, les pertes, s'il en existe, seront supportées par eux dans les mêmes proportions.

Art. 11. Chaque associé a le droit de concourir aux décisions collectives, lesquelles, y compris celles sur les modifications statutaires, seront prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés. Chaque part d'intérêt donne droit à une voix.

Art. 12. L'assemblée des associés se réunira aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation d'un ou de plusieurs associés, mais au moins une fois par an.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, sa liquidation sera faite par les associés conjointement.

Art. 14. Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre les associés relativement aux affaires de la société seront soumises obligatoirement à deux arbitres, chacune des parties en nommant un.

En cas de désaccord les deux premiers arbitres désigneront d'un commun accord un troisième arbitre et les décisions seront prises à la majorité.

La décision majoritaire des arbitres sera obligatoire et sans recours.

A défaut de nomination par l'une des parties d'un arbitre endéans la huitaine suivant invitation lui adressée par lettre recommandée, la partie la plus diligente saisira le Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière de référé, qui nommera un arbitre.

Frais

Le montant des frais, rémunération et charges incombant à la société en raison des présentes est estimé sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (EUR 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes pré-qualifiées, présentes ou représentées comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Est appelé aux fonctions de gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Stéphane PELLET, avocat, né le 21 juin 1967 à Marseille (France), demeurant à L-1651 Luxembourg, 85, avenue Guillaume.

2.- Le siège social est fixé à L-1651 Luxembourg, 85, avenue Guillaume.

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue d'eux connue au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. PELLET, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 02 juillet 2014. Relation: DIE/2014/8379. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 03 juillet 2014.

Référence de publication: 2014094149/127.

(140112798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Partners Group Search S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 881.901,93.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 175.919.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2014.

Partners Group Search S.A.

Référence de publication: 2014090460/11.

(140106780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Eastspring Investments SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 134.423.

Il résulte d'une décision du conseil d'administration qui s'est tenu en date du 27 mai 2014, que le siège social de la société est transféré du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, avec effet au 1^{er} juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2014.

Pour Eastspring Investments SICAV-FIS

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

Vertigo Building - Polaris

2-4 rue Eugène Ruppert

L-2453 Luxembourg

Jérémy Colombé / Mohamed Aihi

- / Vice Président

Référence de publication: 2014092523/20.

(140109816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.
